

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2008

18 septembre 2007

SOMMAIRE

Alesia Strategies S.A.	96342	G.B.D. Holding S.A.	96345
Aragon Investissement S.A.	96340	Heli-Union International S.A.	96382
ASF Participations S.A.	96382	Iride S.A.	96343
Beamway Holdings S.A.	96339	Jewellery Investment S.A.	96384
Beauty Sun	96380	J. Hirsch & Co International	96381
BERENGER Investment S.A.	96384	Julius Baer Multiflex	96358
Bergasa Holding S.A.	96338	LDR S.A.	96384
Britus	96344	Lemanik Sicav	96341
BVLUX	96379	Longchamp Strategies S.A.	96340
Cantonia Financière S.A.	96346	Ludovica S.A.	96343
Capitole Development S.A.	96341	Luxembourg Management Company Group S.A.	96379
Carmeuse Holding S.A.	96351	Mansel Holding S.A.	96358
Cascada S.A.	96381	Mazarin Finance S.A.	96338
Ceramex	96347	Nouvelle Espace Financière	96381
Chairmark S.à r.l.	96383	Rolly Real Estate S.A.	96383
Chelsey Investissement S.A.	96339	Ruco S.A.	96343
Clima-Participations S.à r.l.	96379	Saint-Exupery Finance S.A.	96338
Colleoni SA	96381	Sonora Investment S.A.	96384
Deka-WorldGarant 8/2007	96347	Stark Master S.à r.l.	96383
European Responsible Consumer Fund Si- cav	96383	St. Georges Investment S.A.	96346
Five Stars Real Estate S.A.	96380	St James Development S.A.	96341
Fleming Flagship Portfolio Fund	96344	Supravisio International S.A.	96382
Fontainbleu S.A.	96380	Tradecon S.A.	96382
Fullvalue S.A.	96346	V.A.G. S.A.	96340
Fulton S.A.	96380	Vivalux S.A.	96345

Mazarin Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 110.141.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101490/10/18.

Saint-Exupery Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 106.482.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101491/10/18.

Bergasa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 49.590.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 8 novembre 2007 à 16.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. et décharge.
6. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de Monsieur Robert Hovenier et décharge.

7. Nomination de Monsieur Sinan SAR, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
8. Nomination de Monsieur Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
9. Reconduction de Monsieur Gérard Birchen dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
11. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007102740/29/30.

Chelsey Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 106.483.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101493/10/18.

Beamway Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 17.708.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 9 octobre 2007 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101492/755/20.

Aragon Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 110.140.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101494/10/18.

Longchamp Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 106.481.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101495/10/18.

V.A.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 85.577.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 2 octobre 2007 à 16.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes concernant l'exercice 2006,
2. Approbation des comptes annuels,
3. Affectation des résultats,
4. Décharge aux organes sociaux,
5. Résolution à prendre conformément à l'article 100 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007096067/535/17.

Capitole Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 106.466.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101496/10/18.

St James Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 110.122.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101497/10/18.

Lemanik Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 44.893.

The Board of Directors convene the Shareholders to the:

ANNUAL GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held at the registered office of the Company, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, on October 4th, 2007 at 11.00 a.m. with the following Agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the Board of Directors and of the report of the Auditor for the fiscal year ended on May 31st, 2007;
2. Approval of the Financial Statements for the fiscal year ended on May 31st, 2007;
3. Decision about the allocation of the results for the fiscal year ended on May 31st, 2007;
4. Discharge to the Directors and to the Auditor;
5. Statutory appointment and/or reappointment of the Directors and of the Auditors;
6. Miscellaneous.

In accordance with the Articles of Incorporation of the SICAV and the Luxembourg Law dated August 11th 1915, decisions on the Agenda will require no quorum and will be taken on the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented.

Terms and conditions to attend the meeting

The Shareholders will be allowed to attend the Meeting by giving proof of their identity, provided that they have informed the Company, at its registered office (4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / Administration LEMANIK SICAV), by October 1st, 2007 at the latest of their intention to attend personally the Meeting. The Shareholders who could not attend personally the Meeting can be represented by any person of their convenience or by proxy; in this respect, proxies will be available at the registered office of the Company.

In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company by October 1st, 2007 at the latest.

The persons who will attend physically the Meeting, in quality of Shareholders or by proxy, will have to produce to the Chairman of the Meeting a blocked certificate of the shares they own directly or by virtue of a proxy in the books of an authorised Agent or in the books of:

In Luxembourg:

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

4, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

In Italy:

SELLA HOLDING BANCA S.p.A.

Via Italia, 2

I-13900 Biella

or

BANCA POPOLARE COMMERCIO E INDUSTRIA S.p.A

Via Moscova, 33

I-20121 Milano

or

2S BANCA S.p.A.

Via Alassio, 11/C

I-10126 Torino

or

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Milan Branch

Via Ansperto, 5

I-20123 Milano

In Germany:

MERCK FINCK & CO

Pacellistrasse 16

D-80333 München

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007102738/755/58.

Alesia Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1525 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 110.123.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 octobre 2007 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;

3. affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101498/10/18.

Ludovica S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 37.306.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 11 octobre 2007 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101499/755/18.

Ruco S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 33.622.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra, le 8 octobre 2007 à 13.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 mai 2007.
3. Affectation des résultats au 31 mai 2007.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007102737/29/16.

Iride S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 79.635.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra lundi, le 8 octobre 2007 à 17.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.

5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. de ses fonctions d'administrateur et décharge.
7. Démission de la société anonyme EURO MANAGEMENT SERVICES S.A. de ses fonctions d'administrateur et décharge.
8. Démission de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. de ses fonctions d'administrateur et décharge.
9. Nomination de Monsieur Eric Magrini, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
10. Nomination de Monsieur Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
11. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
12. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007102741/29/32.

Britus, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 76.690.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège de la société le 26 septembre 2007 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007098150/534/16.

Fleming Flagship Portfolio Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 39.251.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the «Meeting») of FLEMING FLAGSHIP PORTFOLIO FUND (the «Company») will be held on September 26, 2007 at 2.00 p.m. (Luxembourg time), at the Registered Office of the Company, as set out above, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended April 30, 2007.
2. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended April 30, 2007.
3. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended April 30, 2007.
4. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended April 30, 2007.
5. Approval of Directors' Fees.
6. Confirmation of the appointment to the Board of Mr Berndt May, co-opted by the Board of Directors on October 1, 2006 in replacement of Mr James B Broderick, to serve as Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on April 30, 2008.

7. Re-election of Mr Iain OS Saunders, Mr André Elvinger, Mr Pierre Jaans, Mr Jean Frijns, Mr Robert van der Meer and Ms Andrea L Hazen to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on April 30, 2008.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on April 30, 2008.
9. Allocation of the results for the accounting year ended April 30, 2007.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting Arrangements

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy (available at the Registered Office of the Company or via the Internet site www.jpmorgan.com/assetmanagement/extra) and return it no later than September 24, 2007 by close of business in Luxembourg at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2007098151/755/37.

G.B.D. Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 51.423.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu Extraordinairement le 27 septembre 2007 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007097284/1023/16.

Vivalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 25.940.

La première Assemblée Générale Extraordinaire convoquée pour le 30 août 2007 à 11.30 heures n'ayant pu délibérer sur les points de l'ordre du jour faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 5 octobre 2007 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Mise en liquidation de la société,
- Nomination du liquidateur.

Cette seconde Assemblée Générale Extraordinaire prendra les décisions quelle que soit la proportion de capital représentée à l'Assemblée, les résolutions pour être valables devront réunir au moins deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007092576/755/20.

St. Georges Investment S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 34.251.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme ST. GEORGES INVESTMENT S.A. sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi, 25 septembre 2007 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, boulevard Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2007.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 200709238/750/16.

Fullvalue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 118.561.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 3 octobre 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Démission des Administrateurs et nomination de nouveaux Administrateurs,
- Démission du Commissaire aux Comptes et nomination du nouveau Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007096066/755/20.

Cantonia Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.572.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra jeudi, 27 septembre 2007 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de la société anonyme EURO MANAGEMENT SERVICES S.A. de son mandat d'administrateur et décharge.
6. Démission de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Démission de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. de son mandat d'administrateur et décharge.

8. Nomination de Monsieur Eric Magrini, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
9. Nomination de Monsieur Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
10. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2008.
11. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
12. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007097290/29/33.

Deka-WorldGarant 8/2007, Fonds Commun de Placement.

Die DEKA INTERNATIONAL S.A., Luxemburg, als Verwaltungsgesellschaft des nach Teil I des luxemburgischen Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen errichteten Investmentfonds (fonds commun de placement) teilt hierdurch mit, dass der vorgenannte Investmentfonds gemäß dem Verwaltungsreglement planmäßig zum 31. August 2007 liquidiert worden ist.

Der Liquidationserlös wird vertragsgemäß an die Anteilhaber verteilt.

Luxemburg, im September 2007.

DEKA INTERNATIONAL S.A.

Die Geschäftsführung

Référence de publication: 2007102742/755/12.

Ceramex, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 89.606.

L'an deux mille et sept, le deux août.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée CERAMEX, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 17 octobre 2002, publié au Mémorial C, numéro 1699 du 27 novembre 2002. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 25 novembre 2002, publié au Mémorial, numéro 25 du 10 janvier 2003.

La société est inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro 89.606.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Claude Wolter, avocat honoraire, demeurant 232, rue Edith Cavell, B-1180 Bruxelles.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Carlo Noel, employé privé, demeurant à Pétange,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Guy Streff, employé privé, demeurant à Bereldange.

Le Bureau ainsi constitué, Monsieur le Président prie le notaire instrumentaire d'acter que:

- la liste de présence renseigne le nombre de parts émises et leur détention; après avoir été signée par les membres du Bureau et le notaire instrumentaire, celle-ci restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec celle-ci à la formalité de l'enregistrement;

- l'intégralité du capital social étant présente, la présente assemblée générale extraordinaire peut se tenir sans convocation préalable, l'associé unique se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué préalablement comme suit:

1 Décision de réduire le capital social à concurrence de 914.975,52 EUR au montant de 10.085.024,48 EUR représenté par onze mille parts sociales et modification de l'article 6 des statuts pour refléter cette réduction du capital social.

2 Modification de la forme juridique de la société pour transformer celle-ci en une société anonyme, tout en conservant le même objet social, et en la dotant des organes d'administration et de surveillance prévus par la loi.

3 Approbation des nouveaux statuts avec subdivision des onze mille actions existantes en deux classes, soit six mille (6.000) actions de la classe A et cinq mille (5.000) actions de la classe B, toutes sans valeur nominale, entièrement libérées.

4 Nomination d'un administrateur unique et d'un commissaire aux comptes.

Ces constatations sont approuvées par l'assemblée qui passe à l'examen de son ordre du jour .

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée générale du 12 mars 2007 a approuvé les comptes annuels au 31 décembre 2006 qui ont clôturé avec une perte de l'exercice 2005 s'élevant à EUR 915.283,86. Compte tenu d'un report à nouveau positif de 308,34 EUR, la perte nette reportée au 1^{er} janvier 2007 s'élève à 914.975,52. Il propose de réduire le capital social de son montant actuel de onze millions d'euros à celui de 10.085 024,48 EUR représenté par le même nombre de onze mille parts sociales, sauf à subdiviser celles-ci en deux classes A et B, chaque fois sans valeur nominale, lors de la refonte des statuts en société anonyme.

Il donne lecture des conclusions d'un rapport d'évaluation signé par Monsieur Marc Thill, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg, en date du 27 juillet 2007, dressé au vœu de la loi à l'occasion de la transformation de la société en responsabilité limitée en une société anonyme. La conclusion dudit rapport est la suivante:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que l'actif net de la société n'est pas au moins égal au capital libéré actuellement de EUR 10.085.024,48 représenté par 11.000 actions sans désignation de valeur nominale.»

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par les membres du Bureau et le notaire instrumentaire, restera annexé aux présentes avec lesquelles il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.

Après en avoir délibéré, l'assemblée prend ensuite, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de neuf cent quatorze mille neuf cent soixante-quinze euros et cinquante-deux cents (914.975,52 EUR) pour ramener celui-ci de son montant actuel de onze millions d'euros (11.000.000 EUR) à celui de dix millions quatre-vingt-cinq mille et vingt-quatre euros et quarante-huit cents (10.085.024,48 EUR), représenté par le même nombre de onze mille (11.000) parts sociales. L'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts pour le mettre en concordance avec la décision qui précède, sauf à voir subdiviser ultérieurement les actions représentatives du capital social lors de la transformation en société anonyme en deux classes A et B, toutes sans valeur nominale selon ce qui sera décidé ci-après.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la forme juridique de la société pour la transformer en une société anonyme, avec refonte des statuts mais en maintenant son objet social, et en lui conférant les organes d'administration et de surveillance prévus par la loi luxembourgeoise.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier en particulier l'article 6 des statuts pour voir représenter le nouveau capital social par le même nombre de onze mille actions, toutes sans valeur nominale et entièrement libérées, subdivisées en deux classes A et B, à savoir six mille (6.000) actions de la classe A et cinq mille (5.000) actions de la classes B, attribuées une pour une en échange des onze mille (11.000) anciennes parts sociales.

Quatrième résolution

L'assemblée approuve la modification et refonte des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé, entre le comparant et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination CERAMEX.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'associé unique ou par l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification de statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour seul objet la mise en valeur d'un patrimoine mobilier et immobilier et la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que toutes opérations mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à dix millions quatre-vingt-cinq mille et vingt-quatre euros et quarante-huit cents (10.085.024,48 EUR) représenté par six mille (6.000) actions de la classe A et cinq mille (5.000) actions de la classe B, toutes sans valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales.

Titre II. Administration, Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration.

Les administrateurs doivent être au nombre de trois au moins. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Ils sont nommés par l'associé unique ou par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et révocables à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur pour quelque cause que ce soit, les administrateurs restants désigneront un remplaçant temporaire. Dans ce cas l'assemblée générale procédera à l'élection définitive lors de la première réunion suivante.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président. Il se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, de deux administrateurs.

En cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres en fonction est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis.

En cas d'urgence les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par simple lettre, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Art. 8. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 9. Le conseil d'administration jouit des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et pour effectuer les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de la compétence du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière soit à des administrateurs, soit à des tierces personnes, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société, en observant les dispositions de l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et la loi du 25 août 2006.

Le Conseil peut également conférer tous mandats spéciaux, par procuration authentique ou sous signatures privées.

Art. 11. La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou par la signature conjointe de deux administrateurs, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation des pouvoirs de gestion journalière et/ou de mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 12. La société est surveillée par un commissaire aux comptes, actionnaire ou non, nommé par l'assemblée générale ou par l'administrateur unique qui fixe la durée de son mandat.

Titre III. Assemblées générales

Art. 13. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

Lorsque la société compte un associé unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

Art. 14. L'assemblée générale statutaire se réunit au siège de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le dernier mercredi du mois de mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales, même l'assemblée annuelle, pourront se tenir en pays étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront souverainement appréciées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration fixera les conditions requises pour prendre part aux assemblées générales.

Art. 15. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Chaque fois que tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocations préalables.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 16. Les nominations se font et les décisions se prennent d'après les règles ordinaires des assemblées délibérantes; les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent; les copies à délivrer aux tiers sont certifiées conformes à l'original dans les cas où les délibérations de l'assemblée ont été constatées par acte notarié, par le notaire dépositaire de la minute en cause, sinon par la personne désignée à cet effet par les statuts, ou à défaut, par le président du conseil d'administration ou, selon le cas, du directoire ou la personne qui le remplace, ces personnes répondant des dommages pouvant résulter de l'inexactitude de leur certificat.

Si la société compte un associé unique, ses décisions sont inscrites dans un procès-verbal.

Titre IV. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.

L'assemblée générale décide souverainement de l'affectation du solde.

Les dividendes éventuellement attribués sont payés aux endroits et aux époques déterminés par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est autorisé à effectuer la distribution d'acomptes sur dividendes en observant les prescriptions légales alors en vigueur.

La société peut racheter ses propres titres moyennant ses réserves libres, en respectant les conditions prévues par la loi. Aussi longtemps que la société détient ces titres en portefeuille ils sont dépouillés de leur droit de vote et de leur droit aux dividendes.

Titre V. Dissolution, Liquidation

Art. 19. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale:

Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cinquième résolution

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur unique, pour une durée venant à expiration lors de l'assemblée générale annuelle ordinaire qui se tiendra en mai 2008:

- Madame Isabelle Wolter, licenciée en sciences commerciales et consulaires, demeurant professionnellement 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Elle aura tous pouvoirs d'effectuer sous sa signature individuelle, au nom et pour compte de la société, tous actes d'administration et de disposition.

Sixième résolution

L'assemblée appelle aux fonctions de commissaire aux comptes, pour une durée venant à expiration lors de l'assemblée générale annuelle ordinaire qui se tiendra en 2008:

- Monsieur Jean-Claude Wolter, avocat honoraire, demeurant 232, rue Edith Cavell, B-1180 Bruxelles.

Septième résolution

L'assemblée constate que le siège social de la société est, par décision de l'administrateur unique, fixé à l'adresse 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ont été observées.

Les parties ont estimé les frais incombant à la société du fait du présent acte à mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, le présent procès-verbal a été signé par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

Signé: J.-Cl. Wolter, C. Noel, G. Streff, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007. Relation: LAC/2007/22356. - Reçu 12 euros.

Pour le Receveur F. Sandt (signé): R. Jungers.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2007102730/212/202.

(070119439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2007.

Carmeuse Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 114.218.

In the year two thousand and seven, on the eleventh of September.

Before Us, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the «Meeting») of the shareholders of CARMEUSE HOLDING S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) with registered office in L-1840 Luxembourg 11B, boulevard Joseph II, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 114.218 (the «Company»), incorporated under the name of GROUSE INVEST S.A., pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 13 February 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° 895 of 6 May 2006. The articles of association of the Company have been amended pursuant to a deed of Maître Paul Bettingen, on 11 July 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°1844 of August 30th, 2007.

The Meeting is opened at 6.00 p.m. and chaired by M. Dominique Collinet, director of companies, having his domicile at 1, route de l'Etat, B-4520 Huccorgne.

The Chairman appointed as Scrutineer Maître Margareta Wiklkenhuysen, lawyer, with professional address at 4 rue Heinrich Heine, L-1710 Luxembourg.

The Chairman appointed as Secretary Maître Serge Tabery, attorney-at-law, with professional address at 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to hereafter as the Bureau of the Meeting.

The Bureau having thus been formed, the Chairman declares and requests the undersigned notary to record the following:

I. - The Company's sole shareholder represented at the Meeting and the number of shares it holds is indicated on an attendance list signed by the proxy holder of the shareholder represented, the members of the Bureau and the undersigned notary; the said attendance list as well as the proxy from the Company's sole shareholder represented at the present Meeting will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

II. - The entire share capital of the Company is represented at the Meeting, so that the Meeting can validly decide on all the issues of the agenda, without prior convening notices.

III. - The agenda of the present Meeting is the following:

1. Presentation of:

A. the joint merger plan dated 27 July 2007 (the «Merger Plan») with respect to the statutory merger (juridische fusie) within the meaning of Section 2:309 of the Dutch Civil Code («DCC») and article 259 Chapter XIV «Mergers» of the Luxembourg Law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time (the «Luxembourg Company Law») providing for the absorption by the Company of L.V.I. HOLDING N.V., a Dutch public limited liability company (naamloze vennootschap) having its corporate seat at Gouda and with registered office at Nijverheidsstraat 34, 2802 AL Gouda, the Netherlands, and registered with the trade register of the Chamber of Commerce and Industries for Rotterdam under number 29035510 («L.V.I.»), which has been signed by all directors of the Company and all managing directors and all supervisory directors of L.V.I.;

B. the explanatory memorandum to the Merger Plan and joint merger report dated 27 July 2007 within the meaning of Section 2:313 subsection 1 DCC and article 265 Chapter XIV «Mergers» of the Luxembourg Company Law (the «Explanatory Memorandum»), which has been signed by all directors of the Company and all managing directors of L.V.I.;

C. the written auditor's report and auditor's statement both dated 27 July 2007 of ERNST & YOUNG Accountants as the auditor within the meaning of Section 2:328 subparagraph 3 DCC;

D. the written audit report dated 26 July 2007 of ERNST & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES S.à r.l. as the auditor within the meaning of article 266 (1) of the Luxembourg Company Law;

E. the written auditor's report and auditor's statement both dated 27 July 2007 of MAZARS PAARDEKOOOPER HOFFMAN N.V. as the auditor within the meaning of Section 2:328 subparagraph 3 DCC and article 266 (1) of the Luxembourg Company Law;

2. Acknowledgement by the Meeting of the fulfilment of the obligations resulting from the Sections 2:314 subsection 1 DCC, 2:314 subsection 2 DCC, Section 2:314 subsection 3 DCC, 2:328 subsection 1 DCC, 2:328 subsection 2 DCC, Section 262 referring to article 9 of the Luxembourg Company Law and article 267 of the Luxembourg Company Law;

3. Approval of the terms of the Merger as contained in the Merger Proposal (the «Merger») and the adoption of the resolution to carry out the Merger by way of the absorption of L.V.I. by the Company, within the meaning of Section 2:309 DCC and article 259 of the Luxembourg Company Law, whereby in exchange for the transfer under universal succession (onder algemene titel/à titre de transmission universelle) of all the assets and liabilities of L.V.I. the subscribed share capital of the Company will be increased by an amount of EUR 140,633,150.- (one hundred and forty million six hundred and thirty three thousand and one hundred fifty euro) so as to increase it from EUR 35,000.- (thirty-five thousand euro) to EUR 140,668,150.- (one hundred and forty million six hundred and sixty eight thousand and one hundred fifty euro) through the allocation of 401,809 new shares in the Company to the shareholders of L.V.I. in accordance with the exchange ratio set forth in the Merger Plan and the Explanatory Memorandum;

4. Allocation of the newly issued shares of the Company to the shareholders of L.V.I.;

5. Reduction of the Company's share capital by an amount of EUR 35,000.- (thirty-five thousand euro) to bring it from EUR 140,668,150.- (one hundred and forty million six hundred and sixty eight thousand and one hundred fifty euro) to EUR 140,633,150.- (one hundred and forty million six hundred and thirty three thousand and one hundred fifty euro) and cancellation of the 100 shares that the Company will hold in its own share capital after the effectuation of the Merger as a result of the transfer under universal succession (onder algemene titel/à titre de transmission universelle) of all assets and liabilities of L.V.I. to the Company in accordance with Article 49(3) of the Luxembourg Company Law;

6. Amendment of article 4, first paragraph of the articles of association of the Company (the «Articles»);

7. Granting of all powers to the board of directors of the Company and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 (2) of the Luxembourg Company Law, publicity measures and all other steps required by the Luxembourg Company Law;

8. Acknowledgment by the Meeting of the realisation of the Merger on the date of publication in accordance with Article 9 of the Luxembourg Company Law of the minutes of the Meeting of the Company; and

9. Miscellaneous.

After deliberation, the Meeting has taken unanimously, the following resolutions:

First resolution

The Meeting notes that the board of directors of the Company has presented to it:

A. the Merger Plan published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N° 1693 of 10 August 2007, in accordance with article 262 of the Luxembourg Company Law with respect to the Merger, whereby the Merger will be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation, of all the assets and liabilities, without any restriction or limitation, of L.V.I. to the Company. A copy of the Merger Plan will remain annexed to the present deed, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the sole shareholder represented, the members of the Bureau and the undersigned notary.

B. the Explanatory Memorandum, explaining and justifying the reasons for the Merger, along with an elaboration on the anticipated consequences for the activities of the Company and comments on the legal, economic and employment-related implications of the Merger and the share exchange ratio set forth in the Merger Plan. The Explanatory Memorandum will remain annexed to the present deed, after having been signed ne varietur by the proxy holder of the sole shareholder represented, the members of the Bureau and the undersigned notary.

C. the written auditor's report (accountantsverklaring) dated 27 July 2007 of Ernst & Young Accountants as the auditor within the meaning of Section 2:328 subsection 3 DCC, as appointed by the board of directors of the Company;

This report has the following conclusion:

«In our opinion:

1. the ratio for exchanging shares, as included in the merger proposal, is reasonable considering the documents attached to the merger proposal;

2. the shareholders' equity of L.V.I. HOLDING N.V., as at 31 May 2007, on the basis of valuation methods generally accepted in the Netherlands at least corresponds to the nominal paid-up amount of EUR 140,633,150 on the aggregate number of shares to be acquired by its shareholders under the merger."

D. the written audit report dated 26 July 2007 of ERNST & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES S.à r.l. as the auditor within the meaning of article 266 (1) of the Luxembourg Company Law as appointed by the board of directors of the Company;

This report has the following conclusion:

«Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention which causes us to believe that the share exchange ratio defined in the merger plan is not reasonable and relevant and that the evaluation methods used to determine the exchange ratios are not adequate and justified in the circumstances.»

E. the written auditor's report (accountantsverklaring) dated 27 July 2007 of MAZARS PAARDEKOOOPER HOFFMAN N.V. as the auditor within the meaning of Section 2:328 subparagraph 3 DCC and article 266(1) of the Luxembourg Company Law, as appointed by the management board of L.V.I.;

This report has the following conclusion:

«In our opinion:

1. the ratio for exchanging shares, as included in the merger proposal, is reasonable considering the documents attached to the merger proposal;

2. the shareholders' equity of L.V.I. HOLDING N.V., as at 31 May 2007, on the basis of valuation methods generally accepted in the Netherlands at least corresponds to the nominal paid-up amount of EUR 140,633,150 on the aggregate number of shares to be acquired by its shareholders under the merger.»

These reports will remain annexed to the deed of the shareholders meeting of the Company.

Second resolution

The Meeting representing the sole shareholder of the Company acknowledges that the Merger Plan along with the requisite accompanying documents referred to in Sections 2:314 subsection 1 DCC and 2:328 subsection 2 DCC and article 262 referring to article 9 of the Luxembourg Company Law, were filed with the trade register of the Chamber of Commerce and Industries for Rotterdam, the Netherlands, and the Luxembourg Registry of Trade and Companies.

The Meeting acknowledges that all the documents referred to in the previous paragraph and the documents referred to in the Sections 2:314 subsection 2 DCC and 2:328 subsection 1 DCC and article 267 of the Luxembourg Company Law were made available for inspection by the shareholders, holders of depositary receipts and those holding special rights vis-à-vis L.V.I. at the registered office of L.V.I. and the Company at least one month before the date of the present Meeting.

The Meeting acknowledges that on 4 August 2007, the Company and L.V.I. jointly published a notice in NRC Handelsblad in accordance with the provisions of Section 2:314 subsection 3 DCC, of the filing with the above trade registers and the deposits at the offices of the merging entities, as referred to above.

The Meeting acknowledges that respectively on 6 August 2007 and 10 August 2007 the contents of the Merger Plan were published in the Dutch State Gazette (staatscourant) and the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The court of first instance of Rotterdam, the Netherlands, has indicated that no objection to the Merger Plan has been filed by a creditor of any of the merging entities.

Third resolution

The Meeting resolves to approve the terms of the Merger and to carry out the Merger by way of the absorption of L.V.I. by the Company, in accordance with the terms and conditions detailed in the Merger Plan, and in particular, in exchange for the transfer of all the assets and liabilities of L.V.I. to the Company, - without any restriction or limitation, by universal succession (onder algemene titel/à titre de transmission universelle) whereby L.V.I. will by operation of law cease to exist and the shareholders of L.V.I. will become the shareholders of the Company through an allocation of shares in the Company in accordance with the exchange ratio set forth in the Merger Plan to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of EUR 140,633,150.- (one hundred and forty million six hundred and thirty three thousand and one hundred fifty euro) so as to increase it from EUR 35,000.- (thirty-five thousand euro) to EUR 140,668,150.- (one hundred and forty million six hundred and sixty eight thousand and one hundred fifty euro) through the allocation of 401,809 (four hundred one thousand eight hundred and nine) new shares in the Company to the shareholders of L.V.I., having a par value of EUR 350.- (three hundred and fifty euro) each, of the same kind and carrying the same rights and obligations as the existing shares of the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to allocate the newly issued shares of the Company referred to in the third resolution to the shareholders of L.V.I., on the basis of the following exchange ratio: for each share in the capital of L.V.I., the holder of such share will be entitled to one share in the capital of the Company. No cash payment will be granted to the shareholders of L.V.I.

Fifth resolution

The Meeting resolves to reduce the subscribed share capital of the Company by an amount of EUR 35,000.- (thirty-five thousand euro) to bring it from EUR 140,668,150.- (one hundred and forty million six hundred and sixty-eight thousand and one hundred fifty euro) to EUR 140,633,150.- (one hundred and forty million six hundred and thirty-three thousand and one hundred fifty euro) by way of the cancellation of the 100 (one hundred) shares that the Company will hold in its own share capital after the effectuation of the Merger as a result of the transfer of all assets and liabilities of L.V.I. to the Company in accordance with Article 49(3) of the Luxembourg Company Law, it being understood that such cancellation is deemed to be made simultaneously with the capital increase under the third resolution above.

Sixth resolution

The Meeting resolves, as a consequence of the preceding resolutions, to amend, article 4, first paragraph of the Articles, which will henceforth read as follows:

« **Art. 4. First paragraph.** The subscribed share capital is set at EUR 140,633,150.- (one hundred and forty million six hundred and thirty-three thousand and one hundred fifty euro), represented by 401,809 (four hundred and one thousand eight hundred and nine) shares having a par value of EUR 350.- (three hundred and fifty euro) each.»

Seventh resolution

The Meeting grants all powers to the board of directors of the Company and to the undersigned notary to carry out, in accordance with the provisions of article 273 (2) of the Luxembourg Company Law, publicity measures and all other steps required by the Luxembourg Company Law and to register the newly issued shares of the Company and to register the subsequent cancellation of such shares in the shareholders' register of the Company.

Eighth resolution

The Meeting acknowledges that the realisation of the Merger shall take place on the date of publication in accordance with Article 9 of the Luxembourg Company Law of the minutes of the Meeting of the Company.

The Meeting notes that, for accounting purposes, the operations of L.V.I. shall be treated as being carried out on behalf of the Company as of 1 January 2007.

The Meeting also notes that the newly allocated shares will entitle their holders to participate to the profits of the Company as of 1 January 2007.

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Luxembourg Company Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to the Company and of the Merger Plan.

Considering that this deed enacts an increase of the subscribed share capital of the Company, a Luxembourg Company, by a transfer under universal succession (onder algemene titel/à titre de transmission universelle) consisting of all the assets and liabilities representing the entire estate of L.V.I., a company having its registered office in a Member State of the European Union, exclusively in exchange for newly allocated shares in the share capital of the Company, which has its statutory seat in Luxembourg, the Company expressly requests the capital contribution duty exemption on basis of Article 4.1. of the Luxembourg law of 29 December 1971, as amended from time to time.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present deed, in accordance with the terms of the Merger, are estimated at approximately EUR 7,500.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, the members of the Bureau signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le onze septembre.

Par-devant Nous, Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de CARMEUSE HOLDING S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114.218 (la «Société») constitué sous le nom de GROUSE INVEST S.A., selon un acte notarié de Maître Jean Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, le 13 février 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 895 du 6 mai 2006. Les statuts

de la Société ont été modifiés suivant un acte de Maître Paul Bettingen, en date du 11 juillet 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1844 du 30 août 2007.

L'Assemblée est ouverte à 18.00 heures et présidée par M. Dominique Collinet, administrateur de sociétés, ayant son adresse privée au 1, route de l'Etat, B-4520 Huccorgne.

Le Président désigne comme Scrutatrice, Maître Margareta Wiklkenhuysen, avocate, avec adresse professionnelle au 4, rue Heinrich Heine, L-1710 Luxembourg.

Le Président désigne comme Secrétaire, Maître Serge Tabery, avocat, avec adresse professionnelle au 10, rue Pierre Aspelt, Luxembourg.

Le Président, le Scrutateur et le Secrétaire sont désignés ensemble comme le Bureau de cette Assemblée.

Le Bureau étant ainsi constitué, le Président expose et sollicite le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'actionnaire unique de la Société représenté à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont portés sur une liste de présence signée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, les membres du Bureau et le notaire soussigné; ladite liste de présence ainsi que la procuration restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités d'enregistrement.

II.- L'entière du capital de la Société étant représentée à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut être régulièrement constituée et ainsi valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

III.- La présente Assemblée a pour ordre du jour les points suivants:

1. La présentation:

A. du projet de fusion commun du 27 juillet 2007 (le «Projet de Fusion») prévoyant la fusion statutaire (juridische fusie) en accord avec la section 2:309 du Code Civil néerlandais («DCC») et la section 259 chapitre XIV «Fusions» de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, comme modifiée (la «Loi») prévoyant l'absorption de L.V.I HOLDING N.V., une société anonyme néerlandaise (naamloze vennootschap) ayant son siège social à Gouda et son siège statutaire à Nijverheidstraat 34, 2802 AL Gouda, les Pays-Bas et immatriculée auprès du Registre de Commerce et de l'Industrie de Rotterdam sous le numéro 29035510 («L.V.I.»), qui a été signée par tous les administrateurs de la Société, tous les administrateurs gérants et tous administrateurs commandités de L.V.I.;

B. du mémorandum explicatif du Projet de Fusion et du rapport de fusion commun du 27 juillet 2007 conformément aux sections 2:313 sous section 1 et 265 chapitre XIV «Fusions» de la Loi (le «Mémorandum Explicatif») qui a été signé par tous les administrateurs de la société et les administrateurs gérants de L.V.I.;

C. du rapport écrit d'audit et la conclusion de l'auditeur du 26 juillet 2007 de ERNST & YOUNG Accountants comme auditeur conformément à la section 2:328 sous paragraphe 3 DCC;

D. du rapport écrit d'audit du 26 juillet 2007 de ERNST & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES S.à r.l. comme auditeur conformément à la section 266 (1) de la Loi;

E. du rapport écrit d'audit et la conclusion de l'auditeur du 26 juillet 2007 de MAZARS PAARDEKOOPEL HOFFMAN N.V. comme auditeur en conformité avec la section 2:328 sous paragraphe 3 DCC et section 266 (1) de la Loi;

2. Constatation par l'assemblée de l'exécution des obligations résultant des sections 2:314 sous section 1 DCC, 2:314 sous section 2 DCC, section 2:314 sous-section 3 DCC Section 262 se référant aux Sections 9 et 267 de la Loi;

3. Approbation de la Fusion comme décrit dans le Projet de Fusion (la «Fusion») et de la décision de réaliser la Fusion par absorption de L.V.I. par la Société, conformément à la section 2:309 DCC et la section 259 de la Loi, en échange du transfert de tous les actifs et passifs de L.V.I. à titre de transmission universelle, le capital social souscrit de la Société sera augmentée d'un montant de EUR 140,633,150.- (cent quarante million six cent trente-trois mille cent cinquante euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 35,000.- (trente-cinq mille euros) à EUR 140,633,150.- (cent quarante million six cents trente-trois mille cent cinquante euros) par l'attribution de 401,809 nouvelles actions dans la Société aux actionnaires de L.V.I. en accord avec le ratio d'échange établi dans le Projet de Fusion et le Mémorandum Explicatif de Fusion;

4. Attribution des actions nouvellement émises aux actionnaires de L.V.I.;

5. Réduction du capital social de la Société d'un montant de EUR 35,000.- (trente cinq mille cent euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 140,668,150.- (cent quarante millions six cent soixante-huit mille cent cinquante euros) à EUR 140.633.150.- (cent quarante millions six cent trente trois mille cent cinquante euros) et l'annulation de 100 actions que la Société détiendra dans son propre capital social en conséquence de l'apport de tous les actifs et passifs de L.V.I. selon l'article 49 (3) de la Loi;

6. Modification de l'article 4, paragraphe premier des statuts de la Société (les «Statuts»);

7. Octroi de tous les pouvoirs au Conseil d'administration de la Société et au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273 (2) de la Loi, aux formalités de publicité et tout autres mesures exigées par la Loi.

8. Constatation par l'Assemblée générale des actionnaires de la Société de la réalisation de la Fusion à la date de la publication du procès-verbal de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société, conformément à l'article 9 de la Loi.

9. Divers.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée prend note que le Conseil d'administration lui a présenté:

A. le Projet de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, N°1693 du 10 août 2007 conformément à l'article 262 de la Loi et conformément à la Fusion, la Fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation, de l'ensemble des actifs et passifs, sans exception ni réserve, de L.V.I. à la Société. Une copie du Projet de Fusion restera annexée au présent acte, après avoir été signée et validée par le mandataire de l'actionnaire unique représenté les membres du bureau et le notaire instrumentant.

B. le Mémoire explicatif expliquant et justifiant les raisons de la Fusion avec les conséquences prévisibles pouvant résulter de l'activité de la Société d'un point de vue juridique, économique ainsi que les incidences salariales de la Fusion et le ratio d'échange des actions prévu par le Projet de Fusion. Ce Mémoire explicatif restera annexé au présent acte, après avoir été signé et validé par le mandataire de l'actionnaire unique représenté, les membres du Bureau et le notaire instrumentant.

C. le rapport d'audit (accountantsverklaring) écrit daté du 27 juillet 2007 d'ERNST & YOUNG Accountants, auditeur, conformément à la section 2:328 sous-paragraphe 3 DCC, nommé par le Conseil d'administration de la Société.

Le rapport de l'auditeur conclut comme suit:

«De notre point de vue:

1. le rapport d'échange pour les actions prévu dans le projet de fusion est raisonnable eu égard aux documents joints à la proposition de fusion;

2. les capitaux propres des actionnaires de L.V.I. HOLDING N.V., au 31 mai 2007, sur la base des méthodes d'évaluation généralement admises aux Pays Bas correspond au moins au montant nominal libéré de EUR 140.633.150,- sur le nombre total d'actions acquises par ses actionnaires sous la fusion.»

D. le rapport d'audit écrit daté du 26 juillet 2007 d'ERNST & YOUNG TAX ADVISORY SERVICES S.à r.l., auditeur, conformément à l'article 266 (1) de la Loi, nommé par le Conseil d'administration de la Société.

Le rapport de l'auditeur conclut comme suit:

«Sur la base du travail effectué et décrit ci-dessus, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que le rapport d'échange prévu dans le Projet de Fusion ne présente pas un caractère raisonnable et pertinent et que les méthodes adoptées pour la détermination du rapport d'échange ne sont pas adéquates en l'espèce et que leur importance relative n'est pas appropriée aux circonstances.»

E. le rapport d'audit écrit (accountantsverklaring) daté du 27 juillet 2007 de MAZARS PAARDEKOOPEL HOFFMAN N.V. auditeur, conformément à la section 2:328 sous-paragraphe 3 DCC et l'article 266 (1) de la Loi, nommé par le Conseil d'administration de L.V.I.;

Le rapport de l'auditeur conclut comme suit:

«De notre point de vue:

1. le rapport d'échange pour les actions prévu dans le Projet de Fusion est raisonnable eu égard aux documents joints au plan de fusion;

2. les capitaux propres des actionnaires de L.V.I. HOLDING N.V., au 31 mai 2007, sur la base des méthodes d'évaluation généralement admises aux Pays Bas correspond au moins au montant nominal libéré de EUR 140.633.150,- sur le nombre total d'actions acquises par ses actionnaires sous la Fusion.»

Ces rapports resteront annexés à l'acte d'Assemblée Générale des actionnaires de la Société Absorbée.

Deuxième résolution

L'Assemblée, représentant l'actionnaire unique de la Société, prend acte que le Projet de Fusion et les documents requis par les sections 2:314 sous-section 1 DCC, 2:328 sous-section 2 DCC et article 262 se référant à l'article 9 de la Loi ont été déposés à la Chambre de Commerce et des Industries de Rotterdam, Pays-Bas et au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

L'Assemblée prend acte que tous les documents requis au paragraphe précédent et aux sections 2:314 sous-section 2 DCC et 2:328 sous-section 1 DCC et l'article 267 de la Loi ont été mis à disposition des actionnaires de la Société et aux titulaires de droits spéciaux de L.V.I. à leur siège social et au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

L'Assemblée prend acte que le 4 août 2007, la Société et L.V.I. ont conjointement publié une note dans le NRC Handelsblad conformément aux provisions de la Section 2:314 sous-section 3 DCC et aux documents déposés aux registres et entités susmentionnés.

L'Assemblée prend également acte qu'aux dates du 6 août 2007 et 10 août 2007, le Projet de Fusion a été publié dans le Journal Officiel des Pays-Bas (Staatscourant) et au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg.

La juridiction de première instance de Rotterdam, Pays-Bas, a indiqué qu'aucune plainte contre le Projet de Fusion n'a été déposée par un créancier des entités fusionnantes.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'approuver les termes de la Fusion et de réaliser la Fusion par absorption de L.V.I. par la Société, conformément aux dispositions prévues par le Projet de Fusion, et plus particulièrement, en échange du transfert de l'intégralité des actifs et passifs de L.V.I. à la Société, sans exception ni réserve par transmission universelle en vertu de laquelle L.V.I. cessera d'exister. Par conséquent, les actionnaires de L.V.I. deviendront ceux de la Société par l'attribution de nouvelles actions émises aux actionnaires de L.V.I., sur base du rapport d'échange établi par le Projet de Fusion.

L'Assemblée décide également d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de EUR 140.633.150,- (cent quarante millions six cent trente-trois mille cent cinquante euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 35.000,- (trente et cinq mille euros) à EUR 140.668.150,- (cent quarante millions six cent soixante-huit mille cent cinquante euros), par l'attribution de 401.809 (quatre cent un mille huit cent neuf) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 350,- (trois cent cinquante euros) chacune aux actionnaires de L.V.I., ayant la même nature et conférant les mêmes droits et obligations que les actions existantes de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'attribuer les nouvelles actions de la Société aux actionnaires de L.V.I. en référence à la troisième résolution, sur la base du rapport d'échange suivant: pour une action détenue dans L.V.I., l'actionnaire aura droit à l'équivalent d'une action du capital social de la Société. Aucun paiement en liquide ne sera accordé aux actionnaires de L.V.I..

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de EUR 35.000,- (trente-cinq mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 140.668.150,- (cent quarante millions six cent soixante-huit mille cent cinquante euros) à EUR 140.633.150,- (cent quarante millions six cent trente-trois mille cent cinquante euros) par le biais de l'annulation de 100 (cent) actions que la Société détiendra dans son propre capital social après la réalisation de la Fusion, à la suite de l'apport de tout l'actif et passif de L.V.I., conformément à l'article 49 (3) de la Loi, étant entendu que cette annulation est réputée avoir lieu simultanément avec l'augmentation de capital mentionnée à la troisième résolution ci-dessus.

Sixième résolution

L'Assemblée décide en conséquence des résolutions précédentes, de confirmer et de modifier dans la mesure du nécessaire l'article 4, paragraphe premier des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Paragraphe premier.** Le capital social souscrit est fixé à EUR 140.633.150,- (cent quarante millions six cent trente trois mille cent cinquante euros), représenté par 401.809 (quatre cent mille huit cent neuf) actions ayant une valeur nominale de EUR 350,- (trois cent cinquante euros) chacune.»

Septième résolution

L'Assemblée accorde tous les pouvoirs au Conseil d'administration de la Société et au notaire instrumentant afin de procéder, conformément aux dispositions de l'article 273 (2) de la Loi, aux formalités de publicité et tout autres mesures exigées par la Loi et d'inscrire les actions nouvellement émises et leur annulation subséquente dans le registre des actionnaires de la Société.

Huitième résolution

L'Assemblée constate que la réalisation de la Fusion s'effectuera à la date de la publication du procès-verbal de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société, conformément à l'article 9 de la Loi.

L'Assemblée constate que d'un point de vue comptable, les opérations de L.V.I. seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société, à compter du 1^{er} janvier 2007.

L'Assemblée constate également que les actions nouvellement attribuées par la Société donneront droit à leurs détenteurs de participer aux bénéfices de la Société à compter du 1^{er} janvier 2007.

Déclaration

Le notaire instrumentant atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

Compte tenu que le présent acte documente une augmentation du capital social d'une société luxembourgeoise par un apport en nature de tous les actifs et passifs, représentant la totalité du patrimoine d'une société ayant son siège social dans un pays membre de l'Union Européenne, en échange des nouvelles actions émises du capital social de la Société qui possède son siège social au Luxembourg, la Société se réfère à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971, telle qu'elle a été amendée, qui prévoit l'exonération du droit d'apport.

Evaluation des frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société au titre du présent acte, relatif à la Fusion est estimé à 7.500,- EUR.

A la demande des comparants, le notaire, qui comprend et parle l'anglais, a établi le présent acte en anglais, suivi d'une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant aux parties comparantes, les membres du Bureau ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. Collinet, M. Wikkenhuysen, S. Tabery, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2007. Relation: LAC/2007/26106. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 12 septembre 2007.

P. Decker.

Référence de publication: 2007102731/206/383.

(070122421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2007.

Mansel Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.691.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour MANSEL HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096171/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG08935. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Julius Baer Multiflex, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 130.982.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the seventeenth day of August.

Before Us, Maître Paul Decker, notary residing in Luxembourg-Eich, acting in replacement of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

There appeared:

JULIUS BAER (LUXEMBOURG) S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, registered in the commercial register of the city of Luxembourg under registration number B 84.535,

here duly represented by Mrs Silke Bernard, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy given on August 16th, 2007.

This proxy, after having been initialled and signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which it declares to establish as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé» under the name of JULIUS BAER MULTIFLEX (the «Company»).

The Company may be composed of one sole shareholder or several shareholders.

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation as prescribed in Article 30.

Art. 3. The exclusive object of the Company is the collective investment of its funds in assets with the aim to diversify the investment risks and to have its shareholders benefit from the results of the management of their assets, in accordance with the law of 13 February 2007 on specialised investment funds (the «Law of 2007»).

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007 as amended from time to time.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad, by resolution of the board of Directors.

In the event that the board of Directors determined that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value. The Shares shall at any time be equal to the total net assets of the Company.

The minimum capital of the Company shall amount to one million two hundred and fifty thousand Euro (1,250,000.- Euro).

The board of Directors is authorised without limitation to issue securities at any time in accordance with Article 25 hereof, at the value per share as calculated in accordance with Article 24 hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The board of Directors may delegate to any Director of the Company (a «Director») or to any officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty to accept subscriptions and receive payment for such new shares and to deliver these, remaining always within the provisions of the Law of 2007.

Such shares may, as the board of Directors shall determine, form different investment portfolios (each a «Subfund») which may, as the board of Directors shall determine, be denominated in different currencies. The board of Directors may also determine that within each such Subfund several categories of shares may be issued, having specific features such as distribution or accumulation shares or shares with specific fee structures or denominated in various currencies, as determined by the board of Directors and set forth in the prospectus of the Company.

The proceeds of the issue of shares of each Subfund shall be invested pursuant to Article 3 in securities or other assets, pursuant to the investment policy as the board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund.

The Company may, by way of a stock split resulting in a decreased net asset value per share, issue bonus shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Subfund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Subfunds.

Art. 6. The board of Directors may decide that shares shall be issued in registered and/or in bearer form. Certificates of ownership for bearer shares shall be issued in such denominations as the board of Directors shall decide. Bearer shares for distributing shares must be accompanied by appropriate coupons. If a shareholder holding bearer shares requests the delivery of physical bearer share certificates or the exchange of his certificates for certificates in other denominations or into registered shares (or vice versa), the usual costs may be charged to him.

In case of registered shares, or if the board of Directors decides that no physical shares shall be issued for a given Subfund or if the shareholders does not request such physical share certificate, a confirmation of ownership shall be issued. If a shareholder holding registered shares requests that a confirmation of ownership or a share certificate be issued, the customary costs will be charged to him.

Registered shares may be issued in fractions of shares, which may be rounded in accordance with the provisions of the prospectus of the Company. No fractions of shares shall be issued for bearer shares.

Share certificates and, if applicable, other securities issued by the Company, shall be signed by two Directors or by one Director and an official duly authorised by the board of Directors for such purpose. The case that the Company is represented by one sole Director, the share certificates shall be signed by the sole Director. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised official shall be manual.

The Company may issue share certificates or confirmations of shareholding in such form as the board of Directors may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 25 hereof. The subscriber will in due course upon acceptance of the subscription and receipt of the purchase price receive title to the shares purchased by him and, upon application, obtain delivery of share certificates.

Payments of dividends, if any, will be made, as far as registered shares are concerned, to shareholders at their address in the register of shareholders or to such address as has been notified to the Company in writing. In respect of bearer shares, payment will be remitted against tender of the appropriate coupons.

The owners of all issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the board of Directors. Such register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the

Company and the number, Subfund and category of shares held by him. Every transfer or redemption of a share shall be entered in the register of shareholders upon payment of a customary fee as shall be determined by the Company for such registrations.

Without prejudice to the restrictions on shareholding inherent to the Law of 2007, Shares shall be free from any restriction on the right of transfer and from any lien in favour of the Company.

The transfer of bearer shares shall be effective by delivery of the bearer share certificate.

The transfer of registered shares shall be effected by inscription in the share register of the transfer to be made by the Company upon delivery to the Company of the certificate or certificates (if any) representing such shares, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company.

All notices and announcements from the Company to the registered shareholders may be sent to the address that has been entered in the register of shareholders. In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be determined by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

In the event that fractions of shares have been issued, such fraction shall be entered into the register of shareholders. Such fraction of share shall not carry a vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend and liquidation proceeds. In respect of bearer shares, only share certificates representing full shares shall be issued.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate or a new share certificate in substitution for one mislaid, mutilated or destroyed.

Art. 8. Shares shall only be issued to qualified investors, as defined in the Law of 2007 and as such term shall be applied by the relevant Luxembourg authorities from time to time, upon verification of such status and upon acceptance of the subscription by the Company. Every Shareholder must provide the Company with the confirmation and/or, as the case may be, proof of its (and, as the case may be, the beneficial owner's) status as a qualified investor in the meaning of the Law of 2007.

Without prejudice to the above, the board of Directors shall have the power to impose such restrictions on shares as it may think necessary to ensure that no shares of any Subfund or category of shares in the Company are acquired or held by a prohibited person («Prohibited Person»):

(a) that is in breach of the laws or requirements of any country or governmental or regulatory authority or that is excluded from the holding of shares according to the provisions of the prospectus, or

(b) in circumstances which in the opinion of the board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

The Company may restrict or exclude the shareholding by a Prohibited Person. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and, without limitation, by any «U.S. person», as defined hereafter. For such purpose, the Company may:

(a) decline to issue any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person who is precluded from holding shares in the Company;

(b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a person who is precluded from holding shares in the Company; and

(c) where it appears to the Company that any person, who is precluded pursuant to this Article from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the «Redemption Notice») to the shareholder bearing such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served to such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates

representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and his name shall be deleted in the share register;

(2) the price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the «Redemption Price») shall be an amount equal to the value of the shares of the relevant Subfund and category, determined in accordance with Article 24 hereof;

(3) payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination of the relevant Subfund or category of shares and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest).

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

The Company may further compulsorily redeem the shares held by a person who does not, or no longer, qualify as a qualified investor under the Law of 2007.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall mean a citizen or resident of the United States of America (the «United States»), a partnership organised or existing in laws of any state, territory or possession of the United States, or a corporation organised under the laws of the United States, or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources without the United States is not includible in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company respectively of any Subfund or category of shares thereof shall represent the entire body of shareholders of the Company respectively of any Subfund or category of shares. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company respectively of any Subfund or category of shares.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder, the sole Shareholder will be vested with all powers of the general meeting of shareholders.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, every year on the second Tuesday in November at noon. If such day is not a business day in Luxembourg, the general meeting takes place on the following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other general meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

A general meeting must be convened if shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital so require.

Art. 11. Separate meetings of shareholders relating to a Subfund or a category of shares may be convened upon decision of the board of Directors. The quorum and majority requirements laid down in article 12 below shall apply mutatis mutandis. A separate meeting of shareholders may decide on any matters which relate exclusively to the relevant Subfund or category that are not by law or by these Articles attributed to the general meeting of shareholders or to the board of Directors. Resolutions of separate meetings of shareholders may not affect the position of the shareholders of other Subfunds or categories of shares.

Art. 12. The notice periods and formal requirements laid down by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each whole share of whatever Subfund or category of shares and regardless of the net asset value per share within the Subfund or category is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram, telex or telefax message or in any other form determined by the board of Directors.

Except as otherwise required by law or by Article 31 hereof, resolutions at a general meeting of shareholders or at a Subfund or category of shares meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes of shares present or represented.

The board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Resolutions of the sole Shareholder shall be documented in writing.

Art. 13. Shareholders will meet upon call by the board of Directors, pursuant to a notice setting forth the agenda. Such notice will be sent at least 8 days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders, together with the reports of the board Directors and of the external independent auditor and the annual report. Such documents shall be made available for inspection at the registered office of the Company 15 days before the date of the annual general meeting of shareholders. If bearer shares have been issued, the convening notice must be published in the Luxembourg official gazette («Mémorial»), in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of Directors may decide.

If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

One or several shareholders representing at least one tenth (1/10) of the Company's capital may require that additional items be added to the agenda of the general meeting by five (5) days prior notice.

Art. 14. The Company shall be managed by a board of Directors composed of not less than three members. Members of the board of Directors need not be shareholders of the Company. If the Company has one sole shareholder, the board of Directors may be composed of only one member.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period of up to six years and their election may be renewed. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The mandate of any Director may be withdrawn by shareholders' vote at any time.

Art. 15. The board of Directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of Directors and of the shareholders.

The chairman shall preside at all meetings of the board of Directors. In his absence, the board of Directors appoints any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of Directors shall meet upon call by the chairman or by any two Directors at the place indicated in the notice of meeting, which shall contain the agenda of the meeting.

Written notice of any meeting of the board of Directors shall be given in writing or by cable, telegram, telex or telefax to all Directors at least twenty four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

Unless otherwise provided herein, the Directors may only act at duly convened meetings of the board of Directors.

This notice may be waived by the consent of each Director. No notice shall be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the board of Directors by appointing another Director as his proxy. The proxy shall be given in writing or by cable or telegram or telex or telefax or in any other form determined by the board of Directors.

Unless otherwise provided herein, the board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented, which may be by way of a telephone conference call or video conference call or in any other form determined by the board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the board of Directors may also be passed in the form of a circular resolution in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

The board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company in whole or in part to any Director or to third persons. Such power may be withdrawn at any time.

The board of Directors may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of Directors or not) as it thinks fit.

The board of Directors may, in its discretion, decide to appoint a consultative committee to assist it in the conduct of the Company's business. Such consultative committee shall not be entitled to represent the Company or to take any binding decisions on its behalf.

Art. 16. The minutes of any meeting of the board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, the chairman pro tempore who presided such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two Directors.

If the board of Directors is composed of only one member, the resolutions of the sole Director shall be documented in writing.

Art. 17. The board of Directors shall have the broadest powers to perform all acts necessary and useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of Directors.

The board of Directors shall, based upon the compliance with the investment restrictions provided for by law, regulation or resolution of the board of Directors and upon the principle of spreading of risks, have, inter alia, the power to determine the investment policy and investment restrictions applicable to each Subfund.

The board of Directors may decide to invest all or portion of the Company's assets through one or more subsidiaries if deemed appropriate and in the best interest of the shareholders, provided an appropriate diversification of the investments is ensured (as the case may be, at the level of the subsidiaries).

Furthermore, the board of Directors may, in its discretion, decide that assets may be invested by way of co-management of assets, as described in the prospectus of the Company. Under a co-management agreement, investment and realization decisions can be made on a consolidated basis for the co-managed shares concerned. Each co-managed share holds a part of the co-managed assets corresponding to its value as a proportion of the total value of the co-managed assets. This proportional holding is applicable to each category of investments held or acquired under co-management, and its existence as such is not affected by investment and/or realization decisions. Additional investments will be allocated to the co-managed units in the same proportion, and sold assets deducted pro rata from the co-managed assets, held by each co-managed share.

Art. 18. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a Director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm but subject as hereinafter provided, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall declare such material interest to the board of Directors and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

In the event that the Company is composed of one sole shareholder and is represented by one sole Director, any transaction entered into by the sole Director having a personal interest contrary to that of the Company shall be recorded in writing.

The foregoing provisions do not apply if and when the relevant transaction is entered into under fair market conditions and falls within the ordinary course of business of the Company.

The term «personal interest», as used in the present Article, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving BANK JULIUS BAER & Co. Ltd. or any affiliate thereof.

Art. 19. The Company may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor or from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors.

If the board of Directors is composed of only one member, the Company shall be bound by the sole signature of the sole Director.

The Company will be bound by the joint or single signature of any Director or officer to whom authority has been delegated by the board of Directors.

Art. 21. The general meeting of shareholders shall appoint a «réviseur d'entreprises agréé» who shall carry out the duties prescribed by the Article 55 of the Law of 2007.

Art. 22. As is more especially prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company.

The Company, on receiving on any Dealing Day (as defined in the prospectus of the Company for the relevant Subfund) redemption requests amounting to more than a certain percentage of shares then in issue, as may be defined in the prospectus, shall not be bound to redeem on any such Dealing Day more than the relevant number of shares. The Company may declare that redemptions exceeding such amount are deferred to a later Dealing Day, in accordance with

the provisions stipulated therefore in the prospectus. In case of deferral of redemptions, the relevant shares shall be redeemed at the value per share prevailing at the date on which the redemption is effected.

The redemption price shall be paid within such time as shall be determined by the Board but in normal circumstances not later than 30 business days in Luxembourg following the relevant Dealing Day, at a redemption price based on the value per share of the relevant Subfund or category of shares, as defined in the prospectus.

Payment of redemption proceeds may be delayed if there are any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or in any exceptional circumstances that the board of Directors, in its discretion, deems to make it impossible to transfer the redemption proceeds in accordance with the aforementioned time limit.

A written and irrevocable redemption request must be filed by the shareholder in writing with the registered office of the Company in Luxembourg or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, on the relevant date and before the relevant redemption deadline, as set forth in the prospectus relating to the relevant Subfund. The certificate or certificates (if issued) for such shares in proper form and accompanied by proper evidence of transfer or assignment must be received by the Company or its agent appointed for that purpose before the redemption price may be paid.

The Company shall have the right, if the board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder requesting redemption of any of his shares in specie by allocating to the shareholder investments from the portfolio of the relevant Subfund equal in value (calculated in the manner described in Article 24) to the value of the holding to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Subfund and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Company's external and independent auditor.

If so authorised in the prospectus of the Company, a shareholder may request to switch the whole or part of his shares in a given Subfund or category of shares into shares of another Subfund or category, based on a conversion formula as determined from time to time by the board of Directors and disclosed in the relevant part of the prospectus. A switching of shares, if any, may be subject to payment of a charge as determined in the relevant part of the prospectus.

Each Subfund may be liquidated or merged with another undertaking for collective investment to the extent admitted by law and with the consent of the shareholders of the Company respectively the Subfund concerned.

Liquidation proceeds not claimed by shareholders at the close of liquidation of a Subfund will be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg and shall be forfeited after thirty years.

Art. 23. The value per share shall be determined as to the shares of each Subfund and category of shares by the Company from time to time, as described in the prospectus from time to time (a «Valuation Day»).

The Company may suspend the determination of the value per share of any particular Subfund or category and the issue, switching and redemption of shares:

- (a) where one or more stock exchanges or other markets which are the basis for valuing a significant part of the net asset value or exposure are closed (apart from on normal public holidays), or where trading is suspended;
- (b) where in the opinion of the Company it is impossible to sell or to value assets as a result of particular circumstances;
- (c) where the communication technology normally used in determining the price of a security of the Subfund fails or provides only partial functionality;
- (d) where the transfer of moneys for the purchase or sale of investments of the Company is impossible; or
- (e) in the case of a resolution to liquidate the Company: on or after the date of publication of the first calling of a general meeting of shareholders for the purpose of such resolution.

The Company must immediately suspend the issue and switching of Shares when an event resulting in liquidation occurs or such is required by any competent authorities in Luxembourg.

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or switching of their shares.

A suspension with respect to any single Subfund will have no effect on the calculation of value of the shares of any other Subfund.

Art. 24. The value of shares of each Subfund and each category of shares in the Company shall be expressed in Euro or in the relevant currency of the Subfund or category concerned, as per share figure.

Unless the board of Directors otherwise decides, the value per share shall be determined by dividing the net assets of the Company corresponding to each Subfund and/or category of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such Subfund or category less its liabilities attributable to such Subfund or category, by the number of shares of the relevant Subfund or category outstanding (the «Net Asset Value»).

The valuation of the Net Asset Value of the different Subfunds and categories of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and demand notes and any accounts due (including the price of securities sold but not collected);

(c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Company;

(d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent to the Company; the Company may however adjust the valuation to check fluctuations of the market value of securities due to trading practices such a trading ex-dividend or ex-rights;

(e) all accrued interest on securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;

(f) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(2) In determining the value of the assets of each class or category, each share or unit in an open-ended UCI will be valued at the last available net asset value whether estimated or final which is computed for such unit or shares on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares in the class is determined, failing which, it shall be the last net asset value computed prior to such Valuation Day.

(3) In respect of shares or units held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the board of Directors may decide to value such shares or units in line with the prices so established.

(4) If events have occurred which may have resulted in a material change of their net asset value of such shares or units in other UCI since the day on which the latest net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the board of Directors, such change of value.

(5) Securities held by the Company (including shares or units in closed-ended UCI) which are quoted or dealt in on a stock exchange will be valued at its latest available publicised stock exchange closing price and where appropriate the middle market price on the stock exchange which is normally the principal market for such security and each security dealt in on any other organised market will be valued in a manner as near as possible to that for quoted securities.

(6) The value of securities not quoted or dealt in on a stock exchange or another organised market and of securities which are so quoted or dealt in but in respect of which no price quotation is available or the price quoted is not representative of the securities' fair market value, shall be determined prudently and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale prices. All other assets will be valued at their respective fair values as determined in good faith by the board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(7) Money market instruments and cash will be valued at face value to which shall be added interest accrued.

Any asset or liabilities expressed in terms of currencies other than the relevant currency of the Subfund concerned are translated into such currency at the prevailing market rates as obtained from one or more banks or dealers.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all loans, bills and accounts payable;

(b) all accrued or payable administrative expenses (including management fee, custodian fee and corporate agents' insurance premium fee and any other fees payable to any representatives and agents of the Company, as well as the costs of incorporation and registration, legal publications and prospectus printing, financial reports and other documents made available to shareholders, marketing and advertisement costs);

(c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the date of valuation falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

(d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income as at the date of the valuation and any other reserves, authorised and approved by the board of Directors; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities related to shares in the relevant class toward third parties. In determining the amount of such liabilities the Company may take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Directors shall establish a portfolio of assets for each Subfund and category of shares in the following manner:

(a) the proceeds from the allotment and issue of each Subfund shall be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Subfund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such portfolio subject to the provisions of this Article;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio as the assets from which it was derived and on each re-evaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability shall be allocated to the relevant portfolio and third party creditors shall have recourse only to the assets of the portfolio concerned;

(d) upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any Subfund or category of shares, the Net Asset Value of such Subfund or category of shares shall be reduced by the amount of such dividends.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 22 hereto shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Directors on the Valuation Day on which such valuation is made, and, from such time and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) all investments, cash balances and other assets of any portfolio expressed in currencies other than the currency of denomination in which the value per share of the relevant Subfund or category of shares is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the value of the relevant Subfund or category of shares; and

(c) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable;

(d) the valuation referred to above shall reflect that the Company is charged with all expenses and fees in relation to the performance under contract or otherwise by agents for asset management, custodial, domiciliary, registrar and transfer agency, audit, legal and other professional services and with the expenses of financial reporting, notices and dividend payments to shareholders, expenses of publishing and all other customary administration services and fiscal charges, if any.

Art. 25. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the value per share as hereinabove defined for the relevant Subfund or category of shares, plus any subscription charge if so determined in the prospectus for the relevant Subfund or category of shares. The subscription must be fully paid-up, except that the board of Directors in its discretion may decide to allow for partly-paid subscriptions, which must be paid-up for at least 5% per share or security.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Directors and as laid down in the prospectus.

The issue price may, upon approval of the board of Directors, and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditors of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the board of Directors consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on the 1st July of each year and shall terminate on the 30 June and, for the first time, in 2008.

Art. 27. Where there shall be different Subfunds as provided for in Article 5 hereof, and if such Subfunds have a different currency of denomination, the accounts with respect to such Subfunds shall be expressed in each Subfund's respective currency of denomination.

The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the Annual General Meeting, will be made available to the shareholders at the registered office of the Company 15 days prior to the annual general meeting.

Art. 28. Separate meetings for each Subfund or category of shares shall, upon the proposal of the board of Directors and within the limits provided by law in respect of each Subfund or category of shares, determine how the annual net results shall be disposed of.

Dividends may, in respect of any Subfund or category of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Subfund or category of shares and which, in such event, will, in respect of such Subfund or category, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares. The board of Directors may, in its discretion, decide that an alternative equalisation method shall apply which, in such case, shall be disclosed and described in the prospectus of the Company.

Interim dividends may be paid out on the shares of any Subfund or category of shares out of the income attributable to the portfolio of assets relating to the relevant Subfund, upon decision of the board of Directors.

The dividends declared will normally be paid in the currency in which the shares of the relevant Subfund or category of shares is expressed or, in exceptional circumstances, in such other currency as selected by the board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the board of Directors. The board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividends into the currency of their payment.

Dividends for bearer shares that are declared by the Company but which remain unpaid, notably in case that no coupon has been tendered, may no longer be claimed after a five (5) years period and will revert to the relevant Subfund or the Company. No interests shall be paid on dividends declared by the Company.

No dividends shall be made if after declaration of such distribution the Company's capital is less than the minimum capital imposed by law. No dividends shall be declared in respect of accumulation shares.

Art. 29. The Company may enter into agreements with various entities of the JULIUS BAER GROUP, which may provide various services and support to the Company in the course of its business activity. Should these agreements be terminated for any reason, and should the JULIUS BAER GROUP cease to provide services and support to the Company, then the Company shall, on first demand made by any member of the JULIUS BAER GROUP, change its denomination in a denomination that no longer contains the terms «Julius Baer» or the letters «JB».

Art. 30. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each Subfund or category of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each Subfund or category in proportion of their holding of shares in such Subfund or category.

With the consent of the shareholders expressed in the manner provided for by Article 67-1 and 142 of the 1915 Law, the Company may be liquidated and the liquidator authorized to transfer all assets and liabilities of the Company to a Luxembourg UCI having substantially the same characteristics as the Company, in exchange for the issue to shareholders in the Company of shares of such corporation or Subfund proportionate to their shareholdings in the Company. In the case of a transfer to a «fonds commun de placement» such a decision will be binding only on those shareholders having voted in favour of the transfer.

Otherwise, any amounts to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Law of 2007.

Art. 31. At any extraordinary general meeting of shareholders convened for the purpose of amending these Articles, the shareholders shall not validly deliberate unless at least one half (1/2) of the shares then in issue are represented. If the said quorum is not reached, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. At both meetings, resolutions are adopted with a two thirds (2/3) majority of the votes cast. Votes not cast, votes of shareholders who have abstained from voting, votes which are void and votes which give no indication whether the shareholders vote for or against the resolution are excluded from the two-thirds majority computation.

Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any Subfund or category of shares vis-à-vis those of any other Subfund or category shall be subject further to the said quorum and majority requirements in respect of such relevant Subfund or category.

Art. 32. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Law of 2007 as both may be amended from time to time.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said appearing party, here represented as stated here above, declares to subscribe all the shares as follows:

JULIUS BAER (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, thirty-one shares 31

The Shares have all been fully paid up by payment in cash without share premium, so that the amount of thirty-one thousand euros (€ 31,000.-) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Statement

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in Article 26 of the Companies Act, confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to six thousand five hundred euro (6,500.- EUR).

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions by a unanimous vote that:

- (i) The number of members of the Board be set at five (5).
- (ii) The following persons are appointed as members of the Board:

Mr Martin Vogel, Managing Director, JULIUS BÄR HOLDING AG, born in Winterthur, Switzerland, on September 29, 1963, residing at Geduldweg 7, 8810 Horgen

Mr Roman Aschwanden, Managing Director, GAM (SCHWEIZ) AG, born in Attinghausen, Switzerland, on November 9, 1966, residing at Loretohöhe 8, 6300 Zug, Switzerland

Mr Andrew Hanges, CEO, GAM LONDON Ltd, born in New York, USA, on September 9, 1949, professionally residing at GAM (UK) Ltd, 12 St James's Place, London SW1A 1NX

Mr Freddy Brausch, lawyer, born in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on February 20, 1955, professionally residing at 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Mr Jean-Michel Loehr, Managing Director, RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., born in Dudelange, Grand Duchy of Luxembourg on May 22, 1956, residing at 15, Parc Lesigny, L-5753 Frisange

(iii) The following party is appointed as independent auditor of the Company:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., a limited liability company having its registered office in 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg Number B 65.477).

(iv) The term of office of the members of the Board shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2008.

(v) The term of appointment of the independent auditor shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2008.

(vi) The address of the registered office of the Company is 25, Grand-rue, L-1661 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-Eich, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English and followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the mandatory of the appearing party, said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendsieben, den siebzehnten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit dem Amtssitz in Luxemburg-Eich, handelnd in Vertretung von Notar Gérard Lecuit, mit dem Amtssitz in Luxemburg, welcher letzterer Depositär gegenwärtiger Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

JULIUS BAER (LUXEMBOURG) S.A., Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 25, Grand-rue, L-1661 Luxembourg (R.C.S. Luxemburg B 84.535)

hier vertreten durch Frau Silke Bernard, Anwältin, berufsansässig in Luxemburg,
auf Grund einer Vollmacht ausgestellt am 16. August 2007.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung und Paraphierung ne varietur durch die erschienene Partei und den unterzeichneten Notar der gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei hat den beurkundenden Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Es besteht zwischen den Unterzeichnenden und all denjenigen, die Anteilhaber werden, eine Gesellschaft in der Form einer «Aktiengesellschaft» namens JULIUS BAER MULTIFLEX (die «Gesellschaft») die sich als eine «Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds» qualifiziert.

Die Gesellschaft kann aus einem oder mehreren Anteilseignern bestehen.

Art. 2. Die Gesellschaft besteht für einen unbegrenzten Zeitraum. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Anteilseigner der Gesellschaft aufgelöst werden, sofern der Beschluss in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form wie in Art. 30 der Satzung beschrieben erfolgt.

Art. 3. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft die gemeinsame Anlage ihres Vermögens mit dem Ziel der Risikostreuung und um den Anteilseignern das Ergebnis der Verwaltung ihres Vermögens zukommen zu lassen, im Einklang mit dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialisierte Investmentfonds (das «Gesetz von 2007»).

Die Gesellschaft kann jede Maßnahme treffen und alle Geschäfte durchführen, die sie als zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks nützlich erachtet, in dem Umfange, wie es das Gesetz von 2007 (in der jeweiligen Fassung) erlaubt.

Art. 4. Der Geschäftssitz der Gesellschaft besteht in Luxemburg-Stadt im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder andere Repräsentanzen können entweder in Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass Ereignisse höherer Gewalt geschehen sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normalen Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Geschäftssitz oder den laufenden Kontakt mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Geschäftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis

diese außerordentlichen Umstände beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital ist durch Anteile ohne Nennwert («Anteile») dargestellt, die zusammen jederzeit dem Inventarwert der Gesellschaft entsprechen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Euro.

Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung berechtigt, jederzeit gemäß Artikel 25 Anteile auszugeben zu dem nach Artikel 24 berechneten Anteilswert, ohne dass den bestehenden Anteilseignern der Gesellschaft ein Anrecht auf die neuen Anteile zu gewähren wäre. Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied (ein «Verwaltungsratsmitglied») oder einem Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen rechtmäßig bevollmächtigten Person die Befugnis übertragen, Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für solche neuen Anteile entgegenzunehmen und diese auszuhändigen, innerhalb der von dem Gesetz von 2007 bestimmten Grenzen.

Solche Anteile können, wie vom Verwaltungsrat beschieden, verschiedenen Anlagevermögen («Subfonds») angehören die, wie ebenfalls vom Verwaltungsrat beschlossen, auf unterschiedliche Währungen lauten können. Der Verwaltungsrat kann ferner bestimmen, dass innerhalb eines Subfonds zwei oder mehrere Kategorien von Anteilen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden können, wie z.B. ausschüttende oder thesaurierende Anteile oder Anteile mit einer spezifischen Gebührenstruktur oder in verschiedenen Währungen, wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Rechtsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Ertrag der Ausgabe von Anteilen eines Subfonds wird gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpapiere oder andere Vermögenswerte investiert, gemäß der Anlagepolitik, die der Verwaltungsrat für jeden Subfonds jeweils bestimmt hat.

Die Gesellschaft kann von Zeit zu Zeit Gratisanteile ausgeben, wobei der Inventarwert pro Anteil dann auf dem Wege eines Splits verkleinert wird.

Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals werden die Nettovermögen jedes Subfonds, die nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet, und das Gesellschaftskapital entspricht der Summe der Nettovermögen aller Subfonds.

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann beschließen, Anteile als Namens- und/oder Inhaberanteile auszugeben. Zertifikate für Inhaberanteile werden in vom Verwaltungsrat zu beschließenden Stückelungen ausgegeben. Zertifikate über ausschüttende Anteile in Inhaberform müssen mit Ertragsscheinen versehen sein. Wenn ein Anteilseigner von Inhaberanteilen die Zusendung oder den Austausch seiner Zertifikate in diejenigen einer anderen Anteilskategorie bzw. den Umtausch in Namensanteile (oder umgekehrt) wünscht, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Im Falle von Namensanteilen, oder wenn der Verwaltungsrat beschließt, dass die Anteilseigner eines Subfonds keine physischen Anteilszertifikate erhalten oder wenn ein Anteilseigner keine Zertifikate zu erhalten wünscht, wird ihm stattdessen eine Bestätigung seines Anteilsbesitzes zugestellt. Wünscht ein Anteilseigner eines Namensanteils, dass ihm eine Bestätigung oder Anteilszertifikate für seine Anteile ausgestellt und zugesandt wird, werden ihm die üblichen Gebühren belastet.

Bei Namensanteilen können Bruchteile von Anteilen ausgegeben werden, welche auf- oder abgerundet werden gemäß den Bestimmungen des geltenden Rechtsprospektes der Gesellschaft. Bei Inhaberanteilen werden keine Bruchteile ausgegeben.

Anteilszertifikate oder, sofern anwendbar, andere von der Gesellschaft ausgegebene Wertpapiere werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet. Sofern die Gesellschaft nur ein Verwaltungsratsmitglied hat, werden die Anteilszertifikate von letzterem unterzeichnet. Unterschriften der Mitglieder des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder als Faksimile geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

Die Gesellschaft kann Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen in einer Form ausstellen, die der Verwaltungsrat jeweils beschließen wird.

Anteile werden nach Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Kaufpreises gemäß Artikel 25 ausgegeben. Der Zeichner wird innerhalb banküblicher Fristen nach der Annahme der Zeichnung und Eingang des Kaufpreises die Berechtigung an den Anteilen und, auf Antrag, wie oben dargelegt, ein Anteilszertifikat erhalten.

Zahlungen von Dividenden an Anteilseigner erfolgen, soweit es sich um Namensanteile handelt, an ihre Anschrift im Gesellschaftsregister («Register») oder an jene Anschrift, die der Gesellschaft schriftlich angegeben worden ist. Bezüglich Inhaberanteilen erfolgt die Zahlung von Dividenden gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins.

Die Anteilseigner sämtlicher ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden im Register eingetragen, das von der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere Personen/Firmen geführt wird, die hierzu vom Verwaltungsrat ernannt werden. In diesem Register soll der Name jedes Anteilseigners von Namensanteilen, sein Wohnsitz oder der gewöhnliche Aufenthalt und die Anzahl, die Subfonds und Anteilskategorie der von ihm gehaltenen Anteile eingetragen werden. Die Übertragung und die Rückgabe eines Namensanteils werden in das Register eingetragen nach Zahlung einer üblichen Gebühr, die von der Gesellschaft für eine derartige Registrierung festgelegt wird.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 2007 sind Anteile frei von Beschränkungen der Übertragbarkeit und Ansprüchen zu Gunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch die Aushändigung der entsprechenden Anteilszertifikate.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt durch Eintragung in das Aktienregister ggf. anlässlich der Aushändigung der Bestätigungen oder Zertifikate über diese Anteile (soweit ausgegeben) zusammen mit solchen Dokumenten für die Übertragung, die der Gesellschaft notwendig erscheinen.

Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft an die Anteilseigner können an die Adresse geschickt werden, die in das Register eingetragen wurde. Falls ein Anteilseigner diese Anschrift nicht mitteilt, kann eine entsprechende Notiz in das Register eingetragen werden. In Folge kann die Gesellschaft davon ausgehen, die Anschrift des Anteilseigners befände sich am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einer anderen Adresse, wie von der Gesellschaft beschlossen, bis der Anteilseigner der Gesellschaft eine andere Anschrift schriftlich mitteilt. Der Anteilseigner kann zu jeder Zeit seine in dem Register eingetragene Anschrift korrigieren, durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Geschäftssitz oder an eine Anschrift, gemäß Bestimmung der Gesellschaft.

Im Falle der Ausgabe von Bruchteilsanteilen wird ein solcher Bruchteil in das Register eingetragen. Dieser Bruchteil beinhaltet keine Stimmberechtigung, jedoch berechtigt er, in dem Umfang wie von der Gesellschaft festgelegt, zu einem entsprechenden Anteil an der Dividende und am Liquidationserlös. Bei Inhaberanteilen werden nur Anteilszertifikate ausgegeben, die volle Anteile darstellen.

Art. 7. Falls ein Anteilseigner von Inhaberanteilen zur Zufriedenstellung der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilszertifikat verlegt, beschädigt oder zerstört ist, kann ein Duplikat des Anteilszertifikats ausgestellt werden, sofern die von der Gesellschaft verlangten Bedingungen und Garantien erfüllt sind, einschließlich aber nicht abschließend einer Bürgschaft eines Versicherungsunternehmens. Mit der Ausgabe eines neuen Anteilszertifikats mit dem Vermerk «Duplikat» wird das ursprüngliche Anteilszertifikat ungültig.

Die Gesellschaft ist berechtigt, nach ihrem Gutdünken dem Anteilseigner die zusätzlichen Kosten für die Beschaffung eines Duplikats oder die Ausstellung eines neuen Anteilszertifikates in Ersetzung des verlegten, beschädigten oder zerstörten Zertifikats zu belasten.

Art. 8. Anteile werden, nach Prüfung ihres Status und Annahme der Zeichnung durch die Gesellschaft, nur an qualifizierte Anleger ausgegeben, wie im Gesetz von 2007 definiert und von den zuständigen Luxemburger Behörden von Zeit zu Zeit angewandt. Jeder Anteilseigner muss der Gesellschaft eine Bestätigung und ggf. Beweis seines (und/oder, sofern zutreffend, des wirtschaftlich Berechtigten) qualifizierten Investor-Status' im Sinne des Gesetzes von 2007 erbringen.

Unbeschadet des vorstehenden Absatzes hat der Verwaltungsrat das Recht, solche Einschränkungen zu erlassen, die er für notwendig erachtet, um sicherzustellen, dass keine Anteile eines Subfonds oder einer Anteilskategorie von einer Person (im folgenden «ausgeschlossene Person» genannt) erworben oder gehalten werden:

- a) welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzt oder gemäß den Bestimmungen des Prospekts vom Anteilseigentum ausgeschlossen ist; oder
- b) deren Anteilsbesitz nach Meinung des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Gesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleidet, die sie ansonsten nicht erlitten hätte oder erleiden würde.

Die Gesellschaft kann den Besitz von Anteilen durch eine ausgeschlossene Person einschränken oder untersagen. Insbesondere kann die Gesellschaft das Anteilseigentum durch eine natürliche Person, Gesellschaft oder juristische Person einschränken oder ausschließen, insbesondere (ohne Beschränkung) durch jegliche «US Person», wie nachstehend definiert. Hierfür kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Anteilen oder die Registrierung von Anteilsübertragungen ablehnen, von denen sie annimmt, dass die Ausgabe oder Registrierung dazu führen könnte, dass dadurch ein wirtschaftliches Eigentum an solchen Anteilen durch eine Person begründet würde, die von dem Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;
- b) jederzeit von jeder namentlich registrierten Person verlangen, dem Register alle Angaben zu liefern, die sie für notwendig erachtet zwecks Klärung der Frage, ob diese Anteile tatsächlich im Eigentum einer Person stehen oder stehen werden, die vom Besitz von Anteilen ausgeschlossen ist;
- c) falls die Gesellschaft der Überzeugung ist, dass eine ausgeschlossene Person, entweder allein oder in Gemeinschaft mit einer anderen Person, rechtlicher oder tatsächlicher Eigner der Anteile ist, und falls diese Person die Anteile nicht einer berechtigten Person überträgt, kann die Gesellschaft zwangsweise von diesem Anteilseigner alle von demselben gehaltene Anteile wie folgt zurücknehmen:

(1) die Gesellschaft wird dem Anteilseigner, der als der Eigner der betroffenen Anteile gilt, eine Aufforderung zustellen (nachstehend die «Rücknahme-Aufforderung» genannt), wobei sie, wie oben beschrieben, die zurückzukaufenden Anteile, den für diese Anteile zu zahlenden Preis und den Ort, wo der Kaufpreis im Hinblick auf diese Anteile zahlbar ist, bestimmt. Jede solche Rücknahme-Aufforderung kann einem solchen Anteilseigner auf dem Postweg zugestellt werden, durch frankiertes Einschreiben an die zuletzt bekannte oder im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des Anteilseigners. Der Anteilseigner ist daraufhin verpflichtet, ggf. der Gesellschaft die Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen, auf die sich die Rücknahme-Aufforderung bezieht, zurückzugeben. Unmittelbar nach Geschäftsschluss am Tag, der in der Rücknahme-Aufforderung genannt ist, verliert der Anteilseigner sein Eigentumsrecht an den in der Rücknahme-Aufforderung genannten Anteilen, und sein Name wird im Register gelöscht.

(2) Der Preis (nachstehend «Rücknahmepreis» genannt), zu dem die genannten Anteile gemäß Rücknahme-Aufforderung gekauft werden, ist der Betrag, der dem Inventarwert der Anteile je Subfonds und Anteilskategorie entspricht, wie er in Übereinstimmung mit Artikel 24 dieser Satzung berechnet wird.

(3) Die Zahlung des Rücknahmepreises wird dem Eigner solcher Anteile in der Währung des jeweiligen Subfonds bzw. der jeweiligen Anteilskategorie geleistet und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (wie in der Rückaufnahme-Aufforderung beschrieben) zur Zahlung, ggf. gegen Aushändigung der Anteilszertifikate oder Anteilsbestätigungen oder gegen die Erbringung eines sonstigen für die Gesellschaft akzeptablen Eigentumsnachweises, hinterlegt werden. Nach Hinterlegung dieses Kaufpreises verliert die Person sämtliche Rechte wie in der Rücknahme-Aufforderung aufgeführt, sowie alle weiteren Rechte an den Anteilen, oder irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Vermögenswerte; ausgenommen ist das Recht der als berechtigter Eigentümer erscheinenden Person den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) seitens der Hinterlegungsstelle wie oben beschrieben zu erhalten.

(4) Die Ausübung der ihr gemäß diesem Artikel zustehenden Rechte durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder als ungültig angesehen werden, dass kein ausreichender Nachweis des Eigentumsrechts von Anteilen einer Person vorgelegen hat, oder dass der tatsächliche oder rechtliche Eigner von Anteilen ein anderer war, als es gegenüber der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rücknahmeaufforderung erschien, vorausgesetzt, dass die besagten Rechte durch die Gesellschaft in gutem Glauben ausgeübt worden sind;

d) die Stimmabgabe an einer Gesellschafterversammlung durch irgendeine Person ablehnen, die keine Anteile an der Gesellschaft halten darf.

Die Gesellschaft darf ferner einen zwingenden Anteilsrückkauf durchführen gegenüber einer Person, welche sich nicht oder nicht mehr als qualifizierter Anleger nach dem Gesetz von 2007 qualifiziert.

Wenn immer gebraucht in dieser Satzung, bezeichnet der Begriff «US Person» jeden Staatsbürger oder Anwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder eine in den Vereinigten Staaten oder einem Staat, Territorium oder Besitztum der Vereinigten Staaten gegründete oder existierende Partnerschaft, oder eine Gesellschaft, die gegründet wurde nach dem Recht der Vereinigten Staaten oder einem Staat, Territorium oder Besitztum der Vereinigten Staaten, oder jegliche Vermögensmasse oder Trust, außer Vermögensmassen oder Trusts, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten für die Berechnung des Bruttoeinkommens für die zu zahlende US Einkommenssteuer nicht berücksichtigt werden.

Art. 9. Jede ordnungsgemäß abgehaltene Generalversammlung der Anteilseigner bzw. eines Subfonds oder einer Anteilskategorie stellt das oberste Organ der Gesellschaft bzw. des Subfonds oder der Anteilskategorie dar. Die Generalversammlung der Anteilseigner hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Rechtshandlungen, die sich auf die Geschäfte der Gesellschaft bzw. eines Subfonds oder einer Anteilskategorie beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, übt letzterer alle Befugnisse der Generalversammlung der Anteilseigner aus.

Art. 10. Die jährliche Generalversammlung der Anteilseigner wird in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung genannten Ort in Luxemburg abgehalten und findet am zweiten Dienstag des Monats November jeden Jahres um 12.00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, wird die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls außergewöhnliche Umstände dies nach freiem Ermessen des Verwaltungsrats erforderlich machen.

Andere Generalversammlungen können an dem Ort und zu dem Zeitpunkt abgehalten werden, die in der entsprechenden Einladung bestimmt sind.

Eine Generalversammlung ist einzuberufen, wenn Anteilseigner, welche zusammen ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals darstellen, dies verlangen.

Art. 11. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines bestimmten Subfonds oder einer bestimmten Anteilskategorie können auf Antrag des Verwaltungsrats einberufen werden. Für die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen gelten die in Artikel 12 niedergelegten Regelungen sinngemäß. Eine getrennte Versammlung der Anteilseigner kann bezüglich der betreffenden Subfonds oder Anteilskategorien über alle Angelegenheiten beschließen, die gemäß Gesetz oder dieser Satzung nicht der Generalversammlung oder dem Verwaltungsrat vorbehalten sind. Beschlüsse von getrennten Versammlungen der Anteilseigner dürfen nicht in die Rechte von Anteilseignern anderer Subfonds oder Anteilskategorien eingreifen.

Art. 12. Die gesetzlichen Fristen und Formalitäten gelten für die Einberufung von Generalversammlungen oder von getrennten Versammlungen von Anteilseignern, sofern nicht anders hierin bestimmt.

Jeder Anteil eines Subfonds oder einer Anteilskategorie hat, unabhängig vom Inventarwert des jeweiligen Anteils, das Recht auf eine Stimme, vorbehaltlich der durch diese Satzung auferlegten Einschränkungen.

Ein Anteilseigner kann sich bei jeder Versammlung von Anteilseignern durch eine brieflich oder durch Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form erteilten Vollmacht durch einen anderen Anteilseigner oder durch eine andere Person vertreten lassen.

Sofern nicht im Gesetz oder in Artikel 31 dieser Satzung anderweitig bestimmt, werden Beschlüsse an einer ordnungsgemäß einberufenen Versammlung von Anteilseignern oder einer Versammlung eines Subfonds oder einer Anteilskategorie durch einfache Mehrheit der Anteilseigner gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle weiteren Bedingungen festlegen, die durch die Anteilseigner zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Anteilseigner teilnehmen zu können.

Die von einem solchen alleinigen Anteilseigner gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll niedergeschrieben.

Art. 13. Die Anteilseigner versammeln sich auf Einladung durch den Verwaltungsrat, die die Tagesordnung enthält. Diese Einladung erfolgt in Bezug auf Namensanteilseigner brieflich an im Anteilsregister eingetragene Anschrift wenigstens 8 Tage vor der Generalversammlung, wobei der Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie der jeweilige Jahresabschlussbericht den Namensanteilseigner gemeinsam mit der Einladung zugesandt werden. Diese Unterlagen sind ferner 15 Tage vor der Generalversammlung an dem Gesellschaftssitz zur Einsicht verfügbar. Falls Inhaberanteile ausgegeben sind, muss die Einberufung im *Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations* in Luxemburg, in einer Luxemburger Zeitung und in einer oder mehreren anderen Zeitungen nach Wahl des Verwaltungsrats, veröffentlicht werden.

Wenn alle Anteilseigner auf einer Generalversammlung anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie von der Tagesordnung der Versammlung informiert wurden, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einladung erfolgen.

Anteilseigner, die zusammen mindestens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals darstellen, können unter Wahrung einer fünfjährigen (5) Frist verlangen, dass zusätzliche Punkte auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Art. 14. Die Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei Mitgliedern zusammensetzt, die nicht Anteilseigner sein müssen. Wenn die Gesellschaft aus einem einzigen Anteilseigner besteht, kann der Verwaltungsrat aus einem einzigen Mitglied bestehen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Anteilseigner anlässlich der Generalversammlung für eine Dauer von maximal 6 Jahren gewählt und sind wieder wählbar. Sollte die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder in sonstiger Weise nicht mehr besetzt sein, können die verbliebenen Verwaltungsratsmitglieder auf dem Weg der Nachwahl mit einfacher Stimmenmehrheit ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die unbesetzte Stelle bis zur nächsten Generalversammlung besetzen wird.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann durch Beschluss der Generalversammlung der Anteilseigner abberufen werden.

Art. 15. Der Verwaltungsrat wird aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokolle der Verwaltungsratssitzung und der Generalversammlung verantwortlich ist.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz der Verwaltungsratssitzungen. In seiner Abwesenheit ernennen die Verwaltungsratsmitglieder eine andere Person zum vorübergehenden Vorsitzenden durch Mehrheitsbeschluss der Anwesenden.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats kann durch den Vorsitzenden oder durch zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Sitzungsort unter Angabe der Tagesordnung einberufen werden.

Briefliche, telegrafische, elektronische oder Telefaxeinladungen zu den Sitzungen des Verwaltungsrats erfolgen an alle Mitglieder mindestens 24 Stunden vor Beginn einer solchen Sitzung, mit Ausnahme dringender Umstände, in welchem Falle diese in der Einladung anzuführen sind.

Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen ist der Verwaltungsrat nur bei einer ordnungsgemäß erfolgten Einberufung der Sitzung beschlussfähig.

Mit Zustimmung aller Verwaltungsratsmitglieder kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Eine Einberufung ist nicht erforderlich für Sitzungen, deren Daten durch Verwaltungsratsbeschluss im Voraus festgelegt worden sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich bei einer Verwaltungsratssitzung durch ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats vertreten lassen. Die Vollmachtserteilung erfolgt brieflich, per Telegramm, Fernschreiber oder Fernkopierer oder in jeder anderen Form wie vom Verwaltungsrat beschlossen.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Ausnahmen kann der Verwaltungsrat nur rechtsgültig beraten oder beschließen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei eine Teilnahme durch Telefon oder Videokonferenz oder in jeder anderen vom Verwaltungsrat beschlossenen Form gestattet ist. Beschlüsse werden durch Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende des Verwaltungsrats hat bei Stimmengleichheit den Stichentscheid.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen Beschluss herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautenden Urkunden.

Der Verwaltungsrat kann auch einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte mit der Gesamtheit oder einem Teil der täglichen Geschäftsführung oder die Vertretung der Gesellschaft mit den vom Verwaltungsrat beschlossenen Befugnissen betrauen. Derartige Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat zurückgenommen werden.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen auch seine Vollmachten und Kompetenzen auf ein Gremium übertragen, das aus von ihm ernannten Personen (gleich ob Verwaltungsratsmitglieder oder Dritte) besteht.

Der Verwaltungsrat kann nach seinem Ermessen zur Unterstützung seiner Geschäftstätigkeit einen beratenden Ausschuss ernennen. Ein solcher beratender Ausschuss ist nicht befugt, die Gesellschaft zu vertreten oder irgend welche bindenden Entscheidungen für sie zu treffen.

Art. 16. Die Protokolle jeder Verwaltungsratssitzung werden durch den Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, durch den vorübergehenden Vorsitzenden unterzeichnet. Abschriften oder Auszüge solcher Protokolle, die für Rechtsverfahren oder für andere Rechtszwecke erstellt werden, sind durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder durch den Sekretär des Verwaltungsrats oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder zu unterzeichnen.

Wenn der Verwaltungsrat nur aus einem Mitglied besteht, sind Beschlüsse des Verwaltungsrats schriftlich niederzulegen.

Art. 17. Der Verwaltungsrat ist mit den Kompetenzen ausgestattet, alle Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen, welche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Anteilseigner vorbehalten sind.

Vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen, welche sich aus dem Gesetz, aus Verwaltungsvorschriften oder aus vorangegangenen Verwaltungsratsbeschlüssen ergeben, ist der Verwaltungsrat befugt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung die Anlagepolitik und Anlagerestriktionen für jeden Subfonds zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, sofern er dies als angemessen und im besten Interesse der Anteilseigner liegend erachtet, das gesamte oder Teile des Vermögens eines Subfonds durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften anzulegen, vorausgesetzt, eine angemessene Risikodiversifizierung ist jederzeit sichergestellt (gegebenenfalls auf der Ebene der Tochtergesellschaft).

Der Verwaltungsrat kann ferner nach freiem Ermessen beschließen, dass Vermögenswerte im Wege der gemeinsamen Verwaltung von Anlagen anzulegen, wie im Prospekt der Gesellschaft beschrieben. Bei einer gemeinsamen Verwaltung werden Anlage- und Durchführungsentscheidungen auf konsolidierter Basis für die betroffenen gemeinsam verwalteten Anteile verwaltet. Jeder gemeinsam verwaltete Anteil enthält einen Anteil der gemeinsam verwalteten Anlagen, welcher proportional seinem Wert im Verhältnis zu den gemeinsam verwalteten Anlagen entspricht. Diese proportionale Beteiligung ist anwendbar auf jede Anlagekategorie, die im Rahmen der gemeinsamen Verwaltung erworben oder gehalten wird, und ihr Bestand ist nicht von den Anlage- oder Durchführungsentscheidungen abhängig. Zusätzliche Anlagen werden den gemeinsam verwalteten Anteilen in demselben Verhältnis zugeteilt, und veräußerte Anlagen werden anteilmäßig den von jedem gemeinsam verwalteten Anteil zustehenden Bestand angezogen.

Art. 18. Kein Vertrag oder sonstige Tätigkeit zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter oder sonstwie persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied oder jedes andere Organ der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Anteilseigner, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft oder Firma dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, ist infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaften oder Firma, nicht verhindert für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Derartige Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung offenzulegen.

Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Anteilseigner hat, werden die Geschäfte mit ihrem Verwalter, wenn dieser ein der Gesellschaft entgegen gesetztes Interesse hat, in einem Protokoll über diese Geschäfte erwähnt.

Die vorstehenden Bestimmungen wenden sich nicht an, wenn die betreffenden Geschäfte im Rahmen des alltäglichen Geschäftsgangs zu üblichen Bedingungen ausgeführt werden.

Der hier verwendete Ausdruck «persönliches Interesse» umfasst nicht jedes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die BANK JULIUS BÄR & Co. AG (bzw. ein mit dieser Bank mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

Art. 19. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer, oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit/Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei einbezogen wurde, als Folge seiner Eigenschaft als aktives oder vormaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Verlangen der Gesellschaft, aufgrund einer Funktion bei einem anderen Unternehmen, mit dem die Gesellschaft vertraglich verbunden ist oder dessen Gläubiger sie ist, falls er bei einem solchen Rechtsstreit oder Klage nicht von jeder Verantwortung freigestellt wird. Ausgenommen sind Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder schlechter Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadenersatz nur im Zusammenhang mit Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwälten eine Bestätigung bekommt, dass die haftungspflichtige Person keine

Pflichtverletzung trifft. Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schließen andere Rechte nicht aus, auf die vorgenannten Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Art. 20. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft verpflichtet.

Sofern die Gesellschaft nur ein einziges Verwaltungsratsmitglied hat, vertritt letzterer die Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift.

Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die alleinige oder gemeinsame Unterschrift von Handlungsbevollmächtigten, welche vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigt wurden.

Art. 21. Die Generalversammlung der Gesellschaft ernennt einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprise agréé»), der die in Artikel 55 des Gesetzes von 2007 beschriebenen Pflichten gegenüber der Gesellschaft wahrnimmt.

Art. 22. Wie nachfolgend im Einzelnen geregelt, hat die Gesellschaft das Recht, ihre Anteile jederzeit innerhalb der gesetzlichen Grenzen bezüglich des Mindestkapitals zurückzukaufen.

Jeder Anteilseigner kann beantragen, dass die Gesellschaft sämtliche oder einen Teil seiner Anteile zurückkauft.

Sofern die Gesellschaft an einem Handelstag (wie dieser Begriff im jeweils aktuellen Rechtsprospekt definiert ist) Rücknahmeanträge für mehr als eine bestimmte, gegebenenfalls im Prospekt bestimmte Prozentzahl der ausstehenden Anteile eines Subfonds erhält, ist sie nicht verpflichtet, an einem Handelstag mehr als die angegebene Anzahl von Anteilen zurückzukaufen. Die Gesellschaft kann bestimmen, dass Rücknahmeanträge über die festgelegte Anzahl hinaus in Übereinstimmung mit den im Rechtsprospekt hierfür festgelegten Bestimmungen auf einen späteren Handelstag verschoben werden. Im Fall eines Aufschubs der Rücknahmen werden die betroffenen Anteile zu dem Wert am Tag der Durchführung der Rücknahme zurückgekauft.

Der Rücknahmepreis wird unter normalen Umständen nicht später als 30 Bankarbeitstage in Luxemburg nach dem betreffenden Handelstag bezahlt zu einem Rücknahmepreis, der auf dem Nettoinventarwerts pro Anteil des jeweiligen Subfonds oder der Anteilskategorie beruht, wie im Rechtsprospekt definiert.

Die Zahlung des Rücknahmepreises kann verzögert werden, sofern nach Auffassung des Verwaltungsrats aufgrund von speziellen gesetzlichen Vorschriften, z.B. Devisenausfuhrbestimmungen, oder in anderen außergewöhnlichen Umständen die Überführung des Rücknahmepreises innerhalb des vorstehenden Zeitrahmens nicht möglich ist.

Ein schriftlicher und unwiderruflicher Antrag auf Rücknahme ist vom Anteilseigner schriftlich an dem Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei einer anderen Person oder Einheit einzureichen, die von der Gesellschaft als Bevollmächtigter für die Rücknahme von Anteilen betraut wurde, bis zu dem im Rechtsprospekt festgelegten Zeitpunkt vor dem Annahmeschluss für Rücknahmen, wie im Rechtsprospekt für jeden Subfonds bestimmt. Das oder die Anteilszertifikate (sofern ausgegeben) der Anteile müssen mit hinreichendem Nachweis der Anteilsübertragung der Gesellschaft oder ihrem Bevollmächtigten zugegangen sein, bevor der Rücknahmepreis ausgezahlt wird.

Die Gesellschaft ist befugt, wenn der Verwaltungsrat so entscheidet, die Zahlung des Rücknahmepreises gegenüber einem Anteilsinhaber, welcher eine Sachauslage beantragt, durch die Zuteilung von Vermögenswerten aus dem Portfolio des betroffenen Subfonds durchzuführen, welche dem Wert nach (wie gemäß Artikel 24 errechnet) dem Wert des Anteilsbesitzes entspricht. Art und Kategorie der übertragenen Vermögenswerte sind in einem solchen Fall auf einer gerechten und vernünftigen Basis und ohne eine Beeinträchtigung der Rechte der anderen Anteilseigner des betroffenen Subfonds durchzuführen, und die angewandte Bewertung ist in einem besonderen Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft zu bestätigen.

Sofern im Rechtsprospekt zugelassen, kann jeder Anteilseigner den gänzlichen oder teilweisen Umtausch seiner Anteile eines Subfonds oder einer Anteilskategorie in Anteile eines anderen Subfonds oder einer anderen Anteilskategorie gemäß einer vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit entschiedenen und im jeweiligen Teil des Rechtsprospekts beschriebenen Umtauschformel. Der Umtausch von Anteilen (sofern zulässig) kann die Zahlung einer Gebühr auslösen, wie im jeweiligen Teil des Rechtsprospekts beschrieben.

Jeder Subfonds kann im Rahmen des rechtliche Zulässigen und mit der Zustimmung aller Anteilseigner der Gesellschaft bzw. des betroffenen Subfonds geschlossen oder mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen werden.

Liquidationserlöse, welche von den Anteilseignern bei der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt und verfallen nach 30 Jahren.

Art. 23. Der Anteilswert der Anteile jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie werden von Zeit zu Zeit bestimmt, wie im Rechtsprospekt jeweils festgelegt («Bewertungstag»).

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Anteilswertes jedes Subfonds oder jeder Anteilskategorie, sowie die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme zeitweilig aussetzen:

a) wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Nettoinventarwertes die Bewertungsgrundlagen darstellen, (außer an gewöhnlichen Feiertagen) geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird; oder

b) wenn es nach Ansicht des Verwaltungsrates aufgrund besonderer Umstände unmöglich ist, Vermögenswerte zu kaufen oder zu bewerten; oder

c) wenn die normalerweise zur Kursbestimmung eines Wertpapiers des entsprechenden Subfonds eingesetzte Kommunikationstechnik zusammengebrochen oder nur bedingt einsatzfähig ist; oder

d) wenn die Überweisung von Geldern zum Kauf oder zur Veräußerung von Kapitalanlagen der Gesellschaft unmöglich ist; oder

e) im Fall einer Entscheidung, die Gesellschaft zu liquidieren, an oder nach dem Tag der Veröffentlichung der ersten Einberufung einer sich mit diesem Thema befassenden Generalversammlung der Anteilseigner zu diesem Zweck.

Bei Eintritt eines Ereignisses, welches die Liquidation der Gesellschaft zur Folge hat, oder nach Eingang einer entsprechenden Anordnung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde, wird die Gesellschaft die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Anteilen unverzüglich einstellen.

Anteilseigner, die ihre Anteile zur Rücknahme oder Umtausch angeboten haben, werden umgehend über eine solche Aussetzung benachrichtigt.

Die Aussetzung bezüglich eines Subfonds hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilswerts eines anderen Subfonds.

Art. 24. Der Anteilswert jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie wird in Euro oder in der der betreffenden Währung des betroffenen Subfonds oder der betroffenen Anteilskategorie pro Anteil bestimmt.

Sofern nicht anderweitig bestimmt, wird der Anteilswert errechnet, indem der das Nettovermögen des betreffenden Subfonds und/oder der betreffenden Anteilskategorie, bestehend aus den Aktiva der Gesellschaft bezüglich des Subfonds oder der Kategorie abzüglich der Verbindlichkeiten bezüglich des Subfonds / der Kategorie, durch die Anzahl der ausstehenden Anteile des Subfonds / der Kategorie geteilt wird («Nettoinventarwert»).

Die Bewertung des Nettoinventarwerts der verschiedenen Subfonds erfolgt in folgender Weise:

(A) Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten folgendes:

- a) sämtliche verfügbaren Kassenbestände bzw. auf Konto, zuzüglich aufgelaufene Zinsen;
- b) alle Wechsel und andere Guthaben auf Sicht (inklusive der Erlöse von Wertpapierverkäufen, die noch nicht gutgeschrieben sind);
- c) alle Wertpapiere, Aktien, fest- und variabelverzinsliche Wertpapiere, Obligationen, Options- oder Subskriptionsrechte und andere Anlagen und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft;
- d) alle Dividenden und fälligen Ausschüttungen zugunsten der Gesellschaft in bar oder in anderer Form, soweit der Gesellschaft bekannt, unter Voraussetzung, dass die Gesellschaft die Wertänderung im Marktwert der Wertpapiere infolge der Handelspraktiken wie z.B. im Handel ex Dividende bzw. ex Bezugsrechte anpassen muss;
- e) alle aufgelaufenen Zinsen auf verzinsliche Wertpapiere, die die Gesellschaft hält, soweit nicht solche Zinsen in der Hauptforderung enthalten sind;
- f) alle anderen Vermögenswerte gleich welcher Art, einschließlich zurückgestellter Auslagen.

Der Wert solcher Anlagewerte wird wie folgt festgelegt:

1) Der Wert von frei verfügbaren Kassenbeständen bzw. Einlagen, Wechsel und Sichtguthaben, vorausbezahlte Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen gemäß Bestätigung oder aufgelaufen, aber nicht eingegangen, wie oben dargestellt, soll zum vollen Betrag verbucht werden, es sei denn aus irgendeinem Grund sei die Zahlung wenig wahrscheinlich oder nur ein Teil einbringlich, in diesem Fall soll der Wert hiervon nach Reduktion eines Abschlages im Ermessen der Gesellschaft ermittelt werden, um den tatsächlichen Wert festzustellen.

2) Bei der Bestimmung des Werts eines Subfonds oder einer Anteilskategorie werden Anteile an einem OGA des offenen Typs mit ihrem zuletzt verfügbaren tatsächlichen oder geschätzten Nettoinventarwert bewertet, wie dieser an dem Bewertungstag, an dem der Nettoinventarwert der Anteile bestimmt wird, hilfsweise zu dem letzten dem Bewertungstag vorausgegangenem Nettoinventarwert, festgelegt wird.

3) In Hinblick auf von der Gesellschaft gehaltene Anteile, für welche die Ausgabe und der Rückkauf eingeschränkt sind und ein Handel auf dem Zweitmarkt zwischen Händlern durchgeführt wird, welche als market makers Preise in Abhängigkeit von Marktbedingungen anbieten, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Anteile zu dem so festgelegten Preis zu bewerten.

4) Im Falle besonderer Umstände, welche zu einer wesentlichen Änderung des Nettoinventarwertes von Anteilen in einem anderen OGA seit der letzten Festlegung des Nettoinventarwertes geführt haben, kann die Gesellschaft den Wert dieser Anteile anpassen, um nach dem pflichtgerechten Ermessen des Verwaltungsrats die Wertänderung wiederzuspiegeln.

5) Zum Anlagevermögen gehörende Wertpapiere (einschließlich Anteile an geschlossenen OGA), die amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs, wenn angemessen zum Mittelpreis, an dem Hauptmarkt, an dem diese Wertpapiere gehandelt werden, bewertet. Alle anderen Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden so bewertet, dass ihr Wert dem eines notierten Wertpapiers so nah wie möglich kommt.

6) Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind oder an einem geregelten Markt gehandelt werden oder Wertpapiere, die börsennotiert sind, aber für die kein Marktwert erhältlich ist oder deren Kurs nicht dem tatsächlichen Marktwert entspricht, werden von dem Verwaltungsrat unter Anwendung der gebotenen Vorsicht nach Treu und Glauben zu ihren wahrscheinlichen Realisierungswerten angesetzt, in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungskriterien und -verfahren.

7) Geldmarktinstrumente und liquide Mittel werden zum jeweiligen Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

Alle Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten, die nicht auf die Währungen des entsprechenden Subfonds lauten, werden in die jeweilige Währung des betreffenden Subfonds zu dem am Bewertungszeitpunkt von einer Bank oder einem anderen verantwortlichen Finanzinstitut mitgeteilten Wechselkurs umgerechnet.

(B) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft sollen folgendes beinhalten:

a) alle Kreditaufnahmen, Wechsel und andere fälligen Beträge;

b) alle fälligen bzw. aufgelaufenen administrativen Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsgebühren, Depotbankgebühren, Versicherungsleistungen für Vertreter der Gesellschaft sowie alle sonstigen Gebühren, die jeglichen Vertretern und Angestellten der Gesellschaft zu zahlen sind, sowie die Gründungs- und Registrierungskosten, Kosten von Veröffentlichungen und Prospektdruck, der Jahresabschlüsse und anderer Dokumente, die den Anteilseignern verfügbar gemacht werden, Marketing- und Werbungsaufwendungen;

c) alle fälligen und noch nicht fälligen bekannten Verbindlichkeiten einschließlich fälliger vertraglicher Verpflichtungen zur Übertragung von Geld oder Eigentum, und inklusive der erklärten aber noch nicht bezahlten Dividenden, deren Bewertungsdatum mit dem Umsetzungsdatum zugunsten der betroffenen Person zusammenfällt oder diesem nachfolgt;

d) ein angemessener für die Kapital- und Einkommensteuer zurückgestellter Betrag, berechnet auf den Tag der Bewertung sowie andere Rückstellungen oder Reserven, die vom Verwaltungsrat genehmigt sind; und

e) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft irgendwelcher Natur gegenüber dritten Parteien ausgenommen Verbindlichkeiten in Bezug auf Anteile zugunsten Dritter.

Zum Zwecke der Bewertung ihrer Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft alle administrativen und sonstigen Aufwendungen mit regelmäßigem bzw. periodischem Charakter mit einbeziehen, indem sie diese für das gesamte Jahr oder jede andere Periode bewertet und den sich ergebenden Betrag proportional auf die jeweilige aufgelaufene Zeitperiode aufteilt.

(C) Für jeden Subfonds wird der Verwaltungsrat in folgender Weise ein Anlagevermögen erstellen:

a) Der Erlös der Zuteilung und Ausgabe von Anteilen jedes Subfonds soll in den Büchern der Gesellschaft demjenigen Anlagevermögen zugeordnet werden, für das dieser Subfonds eröffnet worden ist und die entsprechenden Anlagewerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen sollen diesem Anlagevermögen gemäß den Richtlinien dieses Artikels zugeordnet werden.

b) Wenn irgendein Anlagewert von einem anderen Aktivum abgeleitet worden ist, sollen derartige abgeleitete Aktiva in den Büchern der Gesellschaft dem gleichen Subfonds zugeordnet werden, wie die Aktiva, von denen sie herkommen und bei jeder neuen Bewertung eines Anlagewerts wird der Wertzuwachs bzw. Wertverlust dem betreffenden Subfonds zugeordnet.

c) Falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingegangen ist, die in Beziehung zu irgendeinem Aktivum eines bestimmten Subfonds oder zu irgendeiner Aktivität in Zusammenhang mit einem Aktivum irgendeines Subfonds steht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Subfonds zugeordnet, und der außenstehende Gläubiger ist nur gegenüber dem betroffenen Subfonds berechtigt.

d) Ab dem Tage an dem eine Dividende für einen Subfonds erklärt wird, ermäßigt sich der Nettoinventarwert dieses Subfonds um den Dividendenbetrag.

(D) Für den Zweck der Bewertung im Rahmen dieses Artikels gilt folgendes:

a) Anteile, die gemäß Artikel 22 zurückgekauft werden, sollen als bestehende behandelt und eingebucht werden bis unmittelbar nach dem durch den Verwaltungsrat oder dessen Bevollmächtigten festgelegten Zeitpunkt, an dem eine solche Bewertung durchgeführt wird, und von diesem Zeitpunkt an bis der Preis hierfür bezahlt ist werden sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft behandelt;

b) alle Anlagen, Kassenbestände und übrigen Aktiva irgendeines Anlagevermögens, die nicht auf die Währung des betreffenden Subfonds oder der betreffenden Anlagekategorie lauten, werden unter Berücksichtigung ihres Marktwertes zu dem an dem Tag und der Uhrzeit der Nettoinventarwertberechnung geltenden Wechselkurs umgerechnet; und

c) an jedem Bewertungstag müssen alle Käufe und Verkäufe von Wertpapieren, die durch die Gesellschaft an eben diesem Bewertungstag kontrahiert wurden, soweit möglich, in die Bewertung mit einbezogen werden;

d) die vorstehende Bewertung soll widerspiegeln, dass die Gesellschaft sämtliche Gebühren für vertragliche vereinbarte Performance durch Anlageverwalter oder sonstige trägt, sowie Depotbank-, Domizilierungs-, Registrierungs- und Transferagenten-, Wirtschaftsprüfer- und Rechtsberatungsgebühren sowie die Gebühren anderer Dienstleister, sowie ferner die Gebühren für Jahresberichte, Publikationsgebühren und alle sonstigen allfälligen Verwaltungs- und Steuerlasten, soweit anwendbar.

Art. 25. Wann immer die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, soll der Preis der angebotenen Anteile auf dem Inventarwert (wie oben definiert) basieren für den jeweiligen Subfonds bzw. die jeweilige Anteilskategorie, erhöht um eine Verkaufsgebühr, sofern vom Verwaltungsrat bestimmt und im geltenden Prospekt der Gesellschaft angegeben. Die Verkaufsgebühr ist ganz oder teilweise an die Vertriebsstellen oder an die Gesellschaft zu zahlen, es sei denn, dass der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen entscheidet, teilweise eingezahlte Anteile zuzulassen, wobei solche Anteile zu mindestens 5% pro Anteil oder Wertpapier eingezahlt werden müssen.

Der so errechnete Preis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat zu beschließenden Zeitraums zahlbar, wie im Rechtsprospekt beschrieben.

Ausnahmsweise kann der Verkaufspreis mit Zustimmung des Verwaltungsrats und in Übereinstimmung mit allen anwendbaren Gesetzen insbesondere mittels einer Sonderbewertung der betreffenden Sacheinlagen durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft derart geleistet werden, dass der Gesellschaft vom Erwerber in Übereinstimmung mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen Wertpapiere übertragen werden.

Art. 26. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli eines Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres und erstmals per 30. Juni 2008.

Art. 27. Falls gemäß Artikel 5 verschiedene Subfonds bestehen deren Anteilswerte in anderen Währungen ausgedrückt sind, wird der geprüfte Jahresabschluss in Bezug auf diese Subfonds in der Währung des jeweiligen Subfonds ausgedrückt.

Der Jahresabschluss, einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bericht des Verwaltungsrats und die Einladung zur Jahreshauptversammlung wird allen Anteilseignern 15 Tage vor der Jahreshauptversammlung am Gesellschaftssitz zur Verfügung gestellt.

Art. 28. Getrennte Versammlungen der Anteilseigner eines Subfonds oder einer Anteilskategorie können auf Vorschlag des Verwaltungsrats im Rahmen der auf jeden Subfonds oder jede Anteilskategorie anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen bestimmten, wie der Gewinn verwertet werden soll.

Dividenden für einen Subfonds oder eine Anteilskategorie können Zuteilungen von einem Ausgleichskonto enthalten, wie es für jeden Subfonds oder jede Anteilskategorie eröffnet werden kann und welches bei einer Zeichnung für den jeweiligen Subfonds oder die jeweilige Anteilskategorie erhöht und bei einer Rücknahme belastet wird, im Verhältnis zu dem auf diesen Anteil entfallenden angelaufenen Gewinn. Der Verwaltungsrat kann nach seinem Ermessen entscheiden, eine andere Ausgleichsmethode anzuwenden, welche gegebenenfalls den Anlegern mitgeteilt und im Rechtsprospekt beschrieben wird.

Zwischendividenden jedes Subfonds oder jeder Anteilskategorie können zu jeder Zeit durch Verwaltungsratsbeschluss aus dem Vermögen des jeweiligen Subfonds ausbezahlt werden.

Falls Dividenden erklärt werden, werden diese grundsätzlich in der Währung des Nettoinventarwertes des betreffenden Subfonds / Anteilskategorie bezahlt, können jedoch auch in außergewöhnlichen Umständen in einer anderen, vom Verwaltungsrat zu beschließenden Währung, jeweils an den von demselben festgelegten Orten und Zeiten bezahlt werden. Der Verwaltungsrat kann den zur Umrechnung der Dividendenbeträge in die Währung ihrer Zahlung anwendbaren Wechselkurs festlegen.

Ausschüttungen zugunsten von Inhaberanteilen, die von der Gesellschaft erklärt, jedoch nicht eingelöst wurden, insbesondere in dem Fall, dass keine Ertragsscheine eingereicht wurden, können nach fünf (5) Jahren nicht mehr geltend gemacht werden und werden dem entsprechenden Subfonds oder der Gesellschaft zugeschrieben. Auf von der Gesellschaft erklärte Ausschüttungen werden keine Zinsen gezahlt.

Es dürfen keine Ausschüttungen vorgenommen werden, wenn nach dieser Ausschüttung das gesetzlich vorgesehene Mindestkapital der Gesellschaft nicht unterschritten wird. In Hinblick auf thesaurierende Anteile werden keine Ausschüttungen vorgenommen.

Art. 29. Die Gesellschaft kann Verträge mit diversen Gesellschaften der Julius Bär Gruppe abschließen, im Rahmen derer diese der Gesellschaft bei der Führung ihrer Geschäfte umfassende Dienste leisten. Falls diese Verträge aus irgendeinem Grunde gekündigt werden und die JULIUS BÄR GRUPPE aufhört für die Gesellschaft Dienstleistungen zu erbringen oder sie zu unterstützen, ist die Gesellschaft verpflichtet, auf erste Aufforderung der JULIUS BÄR GRUPPE hin, ihren Namen in eine Firmenbezeichnung zu ändern, die das Wort «Julius Bär» oder die Buchstaben «JB» nicht mehr enthält.

Art. 30. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (physische oder juristische Personen), die von der Generalversammlung benannt werden, die eine solche Auflösung beschließt und Vollmachten und Entgelte festlegt. Der Nettoerlös der Liquidation bezogen auf jeden Subfonds bzw. jede Anteilskategorie wird unter den Anteilseignern jedes Subfonds und jeder Anteilskategorie im Verhältnis ihrer Anteile in den bezüglichen Subfonds bzw. Anteilskategorien aufgeteilt.

Die Gesellschaft kann mit Zustimmung der Anleger nach Artikel 67-1 und 142 des Gesetzes von 1915 liquidiert werden. Der mit der Abwicklung der Liquidation Beauftragte ist autorisiert, alle Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft in einen luxemburgischen OGA einzubringen, der dieselben Charakteristika wie die Gesellschaft aufweist, im Austausch gegen die Ausgabe von Anteilen an der aufnehmenden Gesellschaft, proportional entsprechend den Anteilen

an der Gesellschaft. Im Falle der Verschmelzung mit einem «fonds commun de placement», ist eine solche Entscheidung nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Anteilseigner bindend.

Anderenfalls werden Liquidationserlöse, welche Anteilseignern zustehen und von den Berechtigten bis zu der Beendigung der Liquidation eines Subfonds nicht beansprucht werden, werden in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 2007 bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt.

Art. 31. Auf einer zum Zweck der Änderung dieser Satzung einberufenen Versammlung können die Anteilseigner nur dann wirksam beraten, wenn mindestens die Hälfte (1/2) der ausgegebenen Anteile vertreten sind. Sofern das besagte Quorum nicht erreicht wird, kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, bei dem keine Quorumanforderungen bestehen. Auf beiden Versammlungen werden Beschlüsse mit einer Zweidrittelmehrheit (2/3) der Stimmen angenommen. Nicht abgegebene Stimmen, Enthaltungen, nichtige Stimmen und Stimmabgaben, aus denen nicht ersichtbar ist, ob der Anteilseigner für oder gegen den Beschlussvorschlag stimmt, sind von der Berechnung der Zweidrittelmehrheit ausgeschlossen.

Jegliche Änderung, welche die Rechte von Anteilseignern eines Subfonds oder einer Anteilskategorie gegenüber denen eines anderen Subfonds oder einer anderen Anteilskategorie beeinträchtigt, ist ferner von dem Bestehen des besagten Quorums und der besagten Mehrheit mit Hinblick auf den betroffenen Subfonds bzw. Anteilskategorie abhängig.

Art. 32. Alle Angelegenheiten, die nicht durch diese Satzung geregelt sind, werden gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007, wie jeweils abgeändert, geregelt.

Zeichnung und Einzahlung

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt die Komparentin, handelnd wie vorstehend, alle ausgegebenen Gründungsanteile zu zeichnen wie folgt:

JULIUS BAER (LUXEMBOURG) S.A., vorgeannt, einunddreissig Anteile 31

Sämtliche Anteile sind voll und bar ohne Anteilsprämie eingezahlt worden; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort über einunddreissigtausend Euro (€ 31.000,-), wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen worden ist.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass er die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes von 1915 nachgeprüft hat, und bestätigt, dass diese Bedingungen beachtet worden sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die erschienene Partei erklärt, dass jegliche Auslagen, Kosten und Honorare oder Gebühren, welcher Art auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, ungefähr zehntausend fünfhundert Euro (€ 6.500,-) betragen.

Generalversammlung des Anteilhabers

Sodann hat die erschienene Partei, die das gesamte gezeichnete Anteilskapital darstellt folgende Beschlüsse gefasst:

(i) Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) festgelegt.

(ii) Die folgenden Personen werden zu Verwaltungsratsmitgliedern ernannt:

Herrn Martin Vogel, Managing Director, JULIUS BÄR HOLDING AG, geboren in Winterthur, Schweiz, am 29. September 1963, wohnhaft in Geduldweg 7, 8810 Horgen.

Herrn Roman Aschwanden, Managing Director, GAM (SCHWEIZ) AG., geboren in Attinghausen, Schweiz, am 9. November 1966, wohnhaft in Loretohöhe 8, 6300 Zug, Schweiz.

Herrn Andrew Hanges, CEO, GAM LONDON Ltd., geboren in New York, USA, am 9. September 1949, beruflich wohnhaft in GAM (UK) Ltd, 12 St James's Place, London SW1A 1NX.

Herrn Freddy Brausch, Partner LINKLATERS LLP., geboren in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, am 20. Februar 1955, beruflich wohnhaft in 35, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxemburg.

Herrn Jean-Michel Loehr, Managing Director, RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., geboren in Dudelange, Grossherzogtum Luxemburg, am 22. Mai 1956, wohnhaft in 15, Parc Lesigny, L-5753 Frisange.

Die folgende Partei wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., die Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 400, route d'Esch L-1471 Luxemburg, Handelsregisternummer im R.C.S. von Luxemburg B 65.477.

(iv) Die Amtsdauer der Verwaltungsratsmitglieder endet, falls dies auf der Generalversammlung der Anteilhaber, die zur Bestätigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das 2008 endende Jahr einberufen wird, so beschlossen wird.

(v) Die Amtszeit des unabhängigen Wirtschaftsprüfers endet, falls dies auf der Generalversammlung der Anteilhaber, die zur Bestätigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das 2008 endende Jahr einberufen wird, so beschlossen wird.

(vi) Die Adresse des Sitzes der Gesellschaft lautet 25, Grand-rue, L-1661 Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg-Eich, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Verlangen der obigen erschienenen Partei die gegenwärtige Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung abgefasst ist; auf Verlangen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird der englische Text vorgehen.

Nach Verlesung des Dokuments an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, hat besagte Bevollmächtigte mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. Bernard, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2007, LAC/2007/23336. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Abschrift, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 28. August 2007.

G. Lecuit.

Référence de publication: 2007101086/220/1177.

(070116442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Clima-Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 42.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007096116/1682/13.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 2007, réf. LSO-CH01979. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

BVLUX, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 49.059.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

PKF WEBER ET BONTEMPS

Signatures

Référence de publication: 2007096164/592/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02559. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

L.M.C. Group S.A., Luxembourg Management Company Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 73.897.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2007.

Pour L.M.C. GROUP S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096172/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 juillet 2007, réf. LSO-CG07935. - Reçu 34 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Five Stars Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 107.465.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour FIVE STARS REAL ESTATE S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096179/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG09237. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Beauty Sun, Société Anonyme.

Siège social: L-9516 Wiltz, 30, rue du Château.
R.C.S. Luxembourg B 98.825.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 21 juin 2007, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Capellen, le 19 juillet 2007.

C. Mines

Notaire

Référence de publication: 2007096636/225/12.

(070108443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Fulton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.639.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour FULTON S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096180/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG09241. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Fontainbleu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 65.232.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour FONTAINBLEU S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096182/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG09248. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Colleoni SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 89.732.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour COLLEONI S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096228/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG09198. - Reçu 26 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070107719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Cascada S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 44.425.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour CASCADA S.A.

Signature

Référence de publication: 2007096226/744/14.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2007, réf. LSO-CG09189. - Reçu 26 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070107717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Nouvelle Espace Financière, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 109.527.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2006 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2007.

Signatures.

Référence de publication: 2007096324/565/13.

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2007, réf. LSO-CH00456. - Reçu 34 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070107975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

J. Hirsch & Co International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 102.323.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2006 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2007.

Signatures.

Référence de publication: 2007096326/565/13.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2007, réf. LSO-CH00411. - Reçu 32 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070107978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

ASF Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 92.430.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour FIDCOSERV S. à r. l.

Signature

Référence de publication: 2007096315/728/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2007, réf. LSO-CH01461. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Supravisio International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 88.289.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour FIDCOSERV S. à r. l.

Signature

Référence de publication: 2007096310/728/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 2007, réf. LSO-CH02431. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Tradecon S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 17.141.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 31 mai 2007.

M. Schaeffer

Notaire

Référence de publication: 2007096614/5770/12.

(070108324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Heli-Union International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 36.734.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Pour FIDCOSERV S. à r. l.

Signature

Référence de publication: 2007096317/728/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 2007, réf. LSO-CH01463. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070107961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Chairmark S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 111.164.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007096655/242/13.

(070108071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Stark Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 114.015.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2007.

H. Hellinckx
Notaire

Référence de publication: 2007096653/242/13.

(070108078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Rolly Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 115.177.

Statuts coordonnés suite à un constat d'augmentation du capital acté sous le numéro 500/2007 en date du 19 juillet 2007 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2007096651/208/13.

(070108083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

European Responsible Consumer Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 90.502.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 4 juin 2007

- Réélection de KPMG pour une nouvelle période de 3 ans.

Extrait certifié sincère et conforme
Pour EUROPEAN RESPONSIBLE CONSUMER FUND SICAV
KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007097018/526/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2007, réf. LSO-CH01052. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.

BERENGER Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 112.202.

Statuts coordonnés suite à un constat d'augmentation du capital acté sous le numéro 501/2007 en date du 19 juillet 2007 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2007096658/208/13.

(070108056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Jewellery Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.
R.C.S. Luxembourg B 62.622.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 juillet 2007, acte n° 493 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2007096657/208/13.

(070108063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

LDR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 51.524.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 12 juillet 2007, acte n° 468 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2007096659/208/13.

(070108044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2007.

Sonora Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 28, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 108.662.

Constitué par-devant Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 juin 2005, acte publié au Mémorial C n° 1096 du 26 septembre 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SONORA INVESTMENTS S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007096762/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 août 2007, réf. LSO-CH02701. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070108489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2007.
